



**INVESTIR DANS LES
JEUNES CHERCHEURS ET LA RECHERCHE
MENÉE PAR LES JEUNES AU SAHEL
BURKINA FASO, MALI ET NIGER**

DOCUMENT DE PLAIDOYER

2^e édition

Avec l'appui financier de



Red Barnet

A propos du Gorée Institute

Gorée Institute : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique est né le 25 juin 1992. Un groupe d'Africains dévoués aux idéaux de progrès, de justice et de liberté, croyant fermement en la coopération et en l'autosuffisance, est à l'origine du Gorée Institute qui est une Organisation d'Intérêt Public (OIP) indépendante, panafricaine, bénéficiant d'un statut diplomatique garant de son intégrité. Situé sur l'Île de Gorée, patrimoine mondial de l'humanité, la proposition de création de l'Institut est survenue au cours de la célèbre rencontre de Dakar sur la Démocratie en Afrique du Sud, organisée en 1987 entre le leadership de l'ANC alors en exil et 50 Afrikaners progressistes et libéraux : une solution réellement africaine à un problème africain.

Vision

Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés, d'institutions et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des Etats démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes, une société civile indépendante et engagée.

Mission

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés autosuffisantes et ouvertes en Afrique L'innovation, la création, la pensée critique et la participation aux réseaux d'actions sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

Programmes

Les programmes de l'Institut constituent les mécanismes de la mise en œuvre de sa Vision et de sa Mission.

Ces programmes sont :

- Gouvernance démocratique et processus politiques
- Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits
- Femme, Paix et Sécurité
- Gouvernance des Ressources Naturelles
- Power of Dialogue
- Renforcement de la Société civile de Protection des Droits de l'enfant
- Renforcement Institutionnel
- Charte de Gouvernance de l'Afrique – CADEG : Digitalisation et Démocratie

Chaque programme est doté de son mandat et de sa fonction propre, mais tous sont liés par une logique et une synergie commune. Cette logique peut s'exprimer très simplement:

La **réflexion**, qui nous permet de promouvoir la production intellectuelle et artistique ; ainsi que de favoriser une approche visionnaire et préventive aux problèmes et défis contemporains.

La **recherche**, qui nous permet de soumettre à l'étude empirique les idées les plus prometteuses issues de la phase de réflexion.

L'**intervention**, qui nous permet d'agir souvent sur les résultats des phases de réflexion et de recherche.

Les idées exprimées dans cette publication sont celles des contributeurs et pas nécessairement celles de Gorée Institute.

Elles s'adressent principalement aux décideurs politiques, à la société civile, aux politiciens et aux praticiens sur le terrain.

Les demandes d'autorisation de reproduction ou de traduction de tout ou partie de cette publication doivent être adressées à :

Gorée Institute
Résidence Bibi, Rue des Gourmets
BP: 05 - Île de Gorée, Dakar, Sénégal
Téléphone: +221 33 849 48 49
E-mail: info@goreeinstitut.org

Cet ouvrage est publié avec l'appui financier de Save the Children Danemark et Save the Children International dans le cadre du Programme Shifting the Power.



*Investir dans les jeunes chercheurs et la recherche menée par les jeunes
au Sahel : Burkina Faso, Mali et Niger
2^e édition*

©Copyright, Gorée Institute • 2026
ISBN : 979-10-92136-20-3



Gorée Institute
Résidence Bibi, Rue des Gourmets
B.P.05 – Ile de Gorée
Sénégal



9 791092 136203

Avertissement

Les opinions exprimées dans ce rapport ne sont pas nécessairement celles de Gorée Institute mais celles des contributeurs. Bien que tout ait été mis en œuvre pour garantir l'exactitude des informations publiées ici, Gorée Institute n'accepte aucune responsabilité pour les problèmes qui pourraient résulter de la confiance accordée par toute personne aux informations contenues dans ce rapport. Cependant, Gorée Institute s'est assuré que tous les jeunes contributeurs adhèrent à des principes et des normes éthiques.

Sommaire

Liste des sigles et abréviations	7
Notices biographiques des contributeurs	8
Résumé exécutif.....	15
Introduction	18
Chapitre 1 : Vulnérabilités structurelles et mécanismes d'exclusion dans les Etats du Sahel.....	20
Section 1 : Précarité menstruelle des filles et femmes déplacées internes (PDI) du site de Paazani à Ouagadougou	21
Section 2 : La réinsertion sociale des mineurs en conflits avec la loi de 13 ans à 18 ans au Mali : cas de Bollé Mineurs et Bollé Femme.....	27
Chapitre 2 : genre et participation politique dans les Etats du Sahel .	36
Section 1 : La faible participation politique des femmes rurales malinkés au processus électoral : cas de Kita	37
Section 2 : Les défis et perspectives de la scolarisation des filles dans l'enseignement fondamental et secondaire en milieu rural au Mali : Analyse des obstacles structurels et des stratégies d'amélioration	45
Chapitre 3 : Jeunesse, numérique et transformations sociopolitiques dans les Etats du Sahel.....	54
Section 1 : L'inclusion numérique des jeunes à Niamey : enjeux, perceptions et perspectives de formation	55
Section 2 : Le numérique comme levier de la jeunesse de Dedougou pour la consolidation de la paix	64
Chapitre 4 : Résilience, adaptation et développement local face aux crises contemporaines	72

Section 1 : Résilience des exploitants agricoles aux effets du changement climatique au Mali : cas des cotonculteurs de la zone de production agricole de Dioïla	73
Section 2 : Insertion des activités parascolaires liées aux métiers et a l'entrepreneuriat dans un lycée public de la commune rurale de Saaba : cas du lycée de Nioko 1	83
Conclusion.....	93
Annexes	95
1. Plans d'action de plaidoyer de l'axe « Vulnérabilités structurelles et mécanismes d'exclusion »	95
Annexe 2 : Plans d'action de plaidoyer de l'axe « Genre et participation politique »	96
Annexe 3 : Plans d'action de plaidoyer de l'axe « Jeunesse, numérique et transformations sociopolitiques »	98
Annexe 4 : Plan d'action de plaidoyer de l'axe « Environnement et développement durable en milieu urbain au sahéel »	100

Liste des sigles et abréviations

ABPN	Association pour le Bonheur des Personnes Nécessiteuses
ANSI	Agence Nationale pour la Société de l'Information
ATIC-DIGITALE	Agence de Technologie de l'Information et de la Communication Digitale
BM	Banque Mondiale
CDE	Convention relative au droit de l'enfant
CNT	Conseil National de la Transition
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GOL	Girl Out Loud
INSTAT	Institut National de la Statistique
OIT	Organisation internationale du travail
PDI	Personnes Déplacées Internes
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
SNEFTP	Stratégie Nationale d'Education et de Formation Technique et Professionnelle
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UA	Union Africaine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Notices biographiques des contributeurs



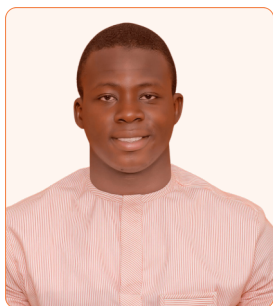
Hamdiyatou OUEDRAOGO est une jeune burkinabè engagée, juriste de formation et actuellement étudiante en deuxième année de licence en gestion des ressources humaines à Ouagadougou. Passionnée par les questions sociales, elle milite activement pour les droits des personnes vulnérables, en particulier les enfants, les jeunes filles et les femmes déplacées internes.

Elle occupe depuis 2021 le poste de chargée de communication au sein de l'Association pour le Bonheur des Personnes Nécessiteuses (ABPN), où elle contribue à la conception, la mise en œuvre et la valorisation de projets communautaires, notamment dans les domaines de l'éducation, de la cohésion sociale et de la santé (dignité des jeunes filles). À ce titre, elle assure également la communication de trois initiatives phares de l'association : le projet scolarisation des enfants déplacés internes, le projet bibliothèque pour enfants déplacés internes et le projet caravane sur l'hygiène menstruelle. Elle a également été formée à la recherche-action participative dans le cadre du programme « Investir dans la recherche conduite par les jeunes au Sahel », coordonné par le Gorée Institute.

En tant que membre active du réseau Girl Out Loud (GOL) de l'ONG Plan International Burkina Faso, Hamdiyatou a été sollicitée pour contribuer au renouvellement de la Stratégie Influence de l'organisation. Son profil de communicante, son sens critique et son engagement font d'elle une actrice clé dans ce processus participatif visant à renforcer l'impact des actions en faveur de l'égalité et de la justice sociale.

Par ailleurs, elle exerce régulièrement en tant que maîtresse de cérémonie, un rôle qui témoigne de ses compétences en prise de parole, en gestion d'événements et en leadership communicationnel.

Forte de ses compétences en communication, en coordination d'activités et en mobilisation des jeunes, Hamdiyatou met son savoir au service de causes justes, telles que la lutte contre la précarité menstruelle et la promotion de l'inclusion des jeunes déplacés internes. Son engagement reflète une volonté profonde de participer activement à la construction d'un Burkina Faso plus équitable et solidaire.



Sékou Birama Traoré est un jeune juriste malien, passionné par les droits humains, les innovations technologiques et le développement communautaires. Il est titulaire d'une licence générale obtenue à l'université catholique d'Afrique de l'Ouest (UCAO) unité universitaire à Bamako (UUBa) et d'une licence en droit privé délivrée par la faculté de droit privé (FDPRI) de Bamako. Il poursuit actuellement ses études en tant qu'auditeur en Master 2 Droit Privé Recherche à l'UCAO-UUBA où il réalise un mémoire de fin d'études sur le thème « Le droit d'auteur à l'épreuve de l'intelligence artificielle », sujet qui reflète son intérêt profond pour les enjeux juridiques liées aux nouvelles technologies.

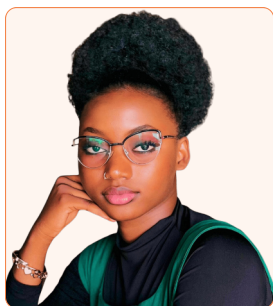
Il est également jeune chercheur au sein du programme « investir dans la recherche menée par les jeunes au Sahel », porté par le Gorée Institute (Sénégal) en partenariat avec Save the children Danemark. Dans ce cadre il à mener une recherche action participative sur la réinsertion sociale des mineurs en conflits avec la loi au sein des centres Bollé Mineurs et Bollé Femmes à Bamako.

Par ailleurs, Sékou est membre et Past-Président du Rotaract club Bamako Alassane Kanté, une organisation qu'il considère comme un véritable tremplin personnel. Selon ses mots « l'homme n'est rien sans le Rotaract », une conviction qui reflète son attachement à l'action communautaire, à l'apprentissage par le service, et à l'engagement de la jeunesse.

Ouvert, curieux et animé d'une volonté constante de progresser, il s'investit activement dans la recherche, les mouvements de jeunesse et les initiatives citoyennes, avec la ferme conviction que le droit et la technologie peuvent contribuer ensemble à bâtir une société plus juste et inclusive.



Maimouna Traoré jeune étudiante sortante de la faculté des sciences administratives et politiques de Bamako âgée de 23ans qui est passionnée par la politique et les droits des femmes, Blogueuse, activiste de formation elle lutte contre toute les formes de violences basées sur le genre et prône l'autonomisation des jeunes filles. Former par Gorée Institute sur la recherche action participative, elle est militante dans plusieurs organisations de la société civile.



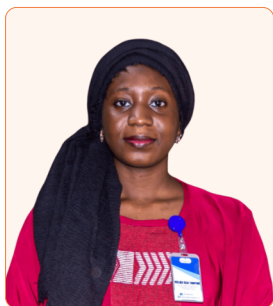
Aïchata Cissé est une chercheuse activiste, humaniste et jeune leader malienne forte de plus de six années d'expérience dans le domaine de la promotion des droits des humains, en particulier ceux des enfants et des femmes. Passionnée par la construction de la paix, elle est détentrice d'une licence en Relations Internationales et Diplomatie de l'Institut des Sciences Politiques, Relations Internationales et Communication (ISPRIC), ainsi elle œuvre activement pour la protection des droits des plus vulnérables et

pour l'égalité des chances.

Au fil des ans, elle a évolué comme responsable de programmes, cheffe de projet, maîtresse de cérémonie, facilitatrice et entrepreneure sociale, mettant ses compétences au service de l'impact social et du développement communautaire. Elle a notamment piloté des projets d'inclusion sociale, mené des actions de plaidoyer auprès des autorités nationales et locales, participé à des conférences et formations internationales sur les droits des femmes et des jeunes.

Dotée d'une solide expérience en communication, gestion de projets, animation communautaire et leadership, Aïcha incarne une jeunesse qui s'engage pour un avenir plus juste et plus inclusif. Elle est reconnue pour sa capacité à mobiliser et fédérer autour des causes qu'elle défend.

Aïcha rêve d'un Mali où chaque enfant jouit pleinement de ses droits, d'un monde sans discrimination ni violence, un monde où chacun a sa place et où la dignité humaine est respectée. Tout en faveur de sa quête pour la justice sociale, l'égalité et l'éducation pour tous.



Malika TAMPONE ISSA est une jeune professionnelle nigérienne de 25 ans, passionnée par le numérique, l'éducation et le développement social. Actuellement, étudiante en Master en Gestion de Projets à l'Institut Africain de Technologie (IAT) à Niamey, elle combine une solide formation en informatique (Bachelor en Génie Logiciel et BTS en Base des Données obtenu à Alger).

Elle est Product Manager chez KPB Education depuis mai 2024 et s'investit activement dans la communication et l'organisation de

l'association Karatou Pour Tous qui œuvre pour l'éducation. Elle a également coordonné des initiatives en faveur des droits des femmes et des jeunes filles au sein de l'ONG Jeunesse Plus et de l'ONG La Fada des Filles.

Formée à la Recherche Action Participative par Gorée Institute et Save the Children, Malika est certifiée en élaboration de projets, mobilisation des ressources et community management. Elle maîtrise divers outils numériques (Canva Pro, Meta Business, Notion, etc.) et se distingue par son esprit d'équipe, sa rigueur et son engagement pour un avenir plus équitable et innovant.



Stéphane BORO, né le 6 janvier 2005 à Dédougou (Burkina Faso), est un jeune engagé, créatif et passionné par la transformation sociale. Titulaire d'une licence en biochimie-microbiologie obtenue en 2025, il s'est très tôt investi dans la vie associative et le leadership communautaire.

Dès le lycée, il rejoint Impact Ado Burkina où il occupe successivement les rôles de facilitateur, superviseur et coordinateur de programme. Il devient ensuite président du Club des Jeunes Ambassadeurs de la Paix, et ambassadeur de l'ANADI, contribuant à la visibilité des actions en santé sexuelle et reproductive. Ces engagements l'ont amené à animer plusieurs panels et activités communautaires autour des VBG, de l'inclusion et du développement local.

Stéphane a consolidé son parcours par de nombreuses formations : gestion de projets, plaidoyer, numérique, changement climatique, animation SSR, ou encore négociation politique. Il a été formé et accompagné par diverses structures telles que la Direction régionale de la jeunesse, l'OCADES, Caroops, UNICEF, Gorée Institute et bien d'autres. Depuis 2024, il est membre du programme Jeunes Chercheurs du Sahel, mené par Gorée Institute, dans le cadre duquel il mène une recherche-action participative sur « Le numérique comme levier de la jeunesse de Dédougou pour la consolidation de la paix ». Il occupe également le poste d'assistant MEAL, tout en étant entrepreneur social à travers sa marque de vêtements UniStyle Burkina et sa structure de communication digitale RoyalProd.

Stéphane croit profondément que le numérique, lorsqu'il est bien utilisé, peut transformer la jeunesse en actrice de paix. Son engagement témoigne d'une conviction forte : une jeunesse formée, connectée et écoutée est une force de cohésion sociale durable.



SISSOKO Bambo est un jeune malien, Consultant/Agroéconomiste et détenteur d'une licence professionnelle en agroéconomie. Il est propriétaire d'un cabinet de suivi et mise place des systèmes de production agricole. Entant que jeune évoluant dans la plupart du temps dans les zones rurales avec les exploitants agricoles et les entreprises agricoles, il aspire mettre sa pierre à l'édifice du secteur agricole de son pays le Mali et de l'Afrique dans les jours à venir. En tant qu'agroéconomiste passionné, il est engagé à

promouvoir une agriculture durable, tout en soutenant les communautés rurales



Sidoine Flora ZOMBRE, née le 25 novembre 2003 à Nioko 1, est une jeune Burkinabè ambitieuse, dynamique et profondément engagée. Elle a effectué son parcours secondaire au Lycée de Nioko 1, où elle a obtenu son Baccalauréat série D en 2021. Dès la fin du lycée, animé par le désir de développer ses compétences et d'être utile à sa communauté, elle a intégré JF-LAME (Jeunes Filles Leaders Engagées pour un Avenir Meilleur et Epanoui) en son temps, où elle a occupé le poste de responsable de la commission

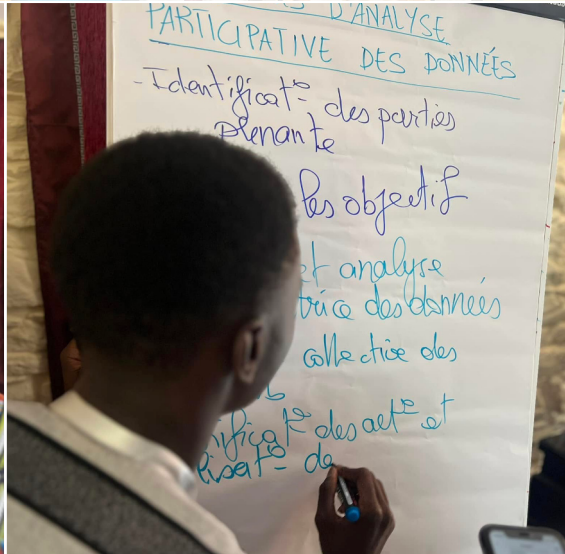
genre. Elle a participé activement à de nombreuses activités de terrain en lien avec ses responsabilités.

Déterminée à renforcer son savoir-faire, Sidoine s'est formée chaque fois que l'occasion se présente dans des domaines variés comme la comptabilité, la gestion de projets, le management d'équipe, l'entrepreneuriat, le numérique, l'anglais, la géographie. En 2022, elle rejoint AIESEC, une association de jeunes leaders œuvrant pour la paix et le développement du potentiel humain.

Elle y occupe plusieurs fonctions de responsabilité et continue d'y militer activement. En 2023, elle participe au WoLAF (Women Leadership in Africa), une initiative panafricaine pour la promotion du leadership féminin. Ensuite, elle a été désignée Secrétaire générale de la Jeune Gouverneure du Centre dans le cadre du programme Gouvernement Jeunesse Burkina. Grâce à son engagement, elle devient Alumnie du WoLaf et membre du RAWs (Réseau des Alumni du WoLaf et du SiFed). Elle est également membre de Youlida, l'initiative des jeunes leaders pour le développement en Afrique subsaharienne.

Aujourd'hui, Sidoine Flora ZOMBRE est étudiante en fin de cycle de Licence, option Techniques Comptables et Financières. Elle est aussi :

- Jeune activiste, engagée pour la défense des causes sociales nobles,
- Jeune entrepreneuse, promotrice de la marque Fresh Style Collection,
- Et jeune chercheuse du Sahel, dans le cadre du programme « Investir sur les jeunes et la recherche menée par les jeunes au Sahel », un programme qui lui offre l'opportunité de contribuer à la recherche et au développement dans sa communauté.



Résumé exécutif

Le rapport s'inscrit dans une dynamique stratégique visant à valoriser la recherche-action participative conduite par de jeunes chercheurs sahéliens, tout en la mettant au service du plaidoyer pour des politiques publiques plus inclusives, équitables et adaptées aux réalités locales. À travers huit (8) études empiriques menées au Burkina Faso, au Mali et au Niger, le document met en lumière les vulnérabilités structurelles persistantes, les inégalités de genre, les défis d'inclusion de la jeunesse, ainsi que les enjeux de résilience face aux crises contemporaines (sécuritaires, climatiques, socio-économiques).

Structuré autour de quatre grands axes thématiques, le rapport démontre que les problématiques abordées (précarité menstruelle, réinsertion des mineurs en conflit avec la loi, participation politique des femmes, scolarisation des filles, inclusion numérique des jeunes, mobilisation du numérique pour la paix, résilience agricole et entrepreneuriat scolaire) relèvent de défaillances systémiques communes : faiblesse des politiques publiques, inadéquation des dispositifs institutionnels, persistance de normes socioculturelles discriminantes et déficit de coordination entre acteurs.

Le rapport plaide ainsi pour un investissement accru dans les jeunes chercheurs, non seulement comme producteurs de savoirs situés, mais aussi comme acteurs de transformation sociale, capables de formuler des recommandations opérationnelles fondées sur l'évidence empirique. Il appelle à une action concertée des États, des collectivités locales, des partenaires techniques et financiers, et de la société civile, afin de traduire ces diagnostics en politiques publiques durables et sensibles aux contextes sahéliens.

Le premier chapitre questionne les vulnérabilités structurelles, inégalités sociales et mécanismes d'exclusion.

Il analyse les formes de vulnérabilité extrême auxquelles sont confrontés certains groupes sociaux marginalisés, en particulier les femmes déplacées internes et les mineurs en conflit avec la loi.

Il met d'abord en évidence la précarité menstruelle des filles et femmes déplacées internes sur le site de Paazani à Ouagadougou. L'étude montre que l'absence d'accès à des protections hygiéniques et à des infrastructures adaptées constitue une atteinte directe aux droits à la santé, à la dignité et à l'éducation. La précarité menstruelle apparaît ici comme un révélateur des angles morts des réponses

humanitaires, insuffisamment sensibles au genre.

Ensuite, il s'intéresse à la réinsertion sociale des mineurs en conflit avec la loi au Mali, en s'appuyant sur une enquête menée dans les centres de Bollé Mineurs et Bollé Femme. Elle souligne l'écart entre les normes juridiques protectrices de l'enfance et les pratiques effectives, marquées par l'absence de suivi post-carcéral, la stigmatisation sociale et la récidive.

Le chapitre défend un changement de paradigme, passant d'une logique punitive à une approche éducative, communautaire et inclusive de la justice juvénile.

Le second chapitre interroge les rapports de genre dans leurs dimensions politiques et éducatives, en mettant l'accent sur les obstacles structurels à l'autonomisation des femmes.

Primo, il analyse la faible participation politique des femmes rurales malinkés dans le cercle de Kita (Mali). Il démontre que les freins à l'engagement politique féminin sont à la fois économiques, socioculturels et institutionnels : analphabétisme, dépendance financière, normes patriarcales et accès limité à l'information électorale. Cette marginalisation compromet la représentativité démocratique et la justice politique.

Secundo, il examine les défis de la scolarisation des filles en milieu rural au Mali, notamment dans un contexte d'insécurité et de fermeture massive des écoles. Le chapitre montre que les mariages précoces, les grossesses adolescentes et la pauvreté structurelle constituent des facteurs majeurs de décrochage scolaire. L'éducation des filles est présentée comme un levier central de développement humain, de cohésion sociale et de transformation des rapports de genre.

Le troisième chapitre explore le numérique comme facteur ambivalent, à la fois source d'opportunités et vecteur de nouvelles inégalités.

Premièrement, il met en évidence une fracture numérique persistante à Niamey, notamment de genre. Il révèle que l'accès aux équipements, aux compétences et aux formations numériques reste limité, malgré une forte demande sociale. L'absence de politique nationale cohérente en matière de TIC apparaît comme un obstacle majeur à l'autonomisation des jeunes.

Deuxièmement, il analyse le numérique comme levier de consolidation de la paix à Dédougou (Burkina Faso). Il montre comment les outils numériques peuvent

favoriser l'engagement citoyen, la prévention des conflits et la cohésion sociale, à condition d'être accompagnés par des dispositifs de formation, d'encadrement et de gouvernance inclusive.

Le quatrième et dernier chapitre est dédié aux capacités d'adaptation des acteurs locaux face aux crises climatiques et socio-économiques.

D'une part, il examine la résilience des exploitants agricoles face au changement climatique au Mali, à travers le cas des cotonculteurs de Dioïla. Il met en évidence les stratégies endogènes d'adaptation, mais aussi les limites structurelles liées au manque d'accompagnement technique, financier et institutionnel.

D'autre part, il analyse l'insertion des activités parascolaires et de l'entrepreneuriat dans un lycée rural au Burkina Faso. Il souligne le potentiel de l'éducation pratique et entrepreneuriale comme réponse au chômage des jeunes et comme levier de développement local durable.

Introduction

Dans les sociétés sahéliennes contemporaines, l'enchevêtrement des crises sécuritaires, climatiques, économiques et institutionnelles a profondément reconfiguré les conditions de production du lien social, de l'action publique et de la participation citoyenne. Loin de constituer des phénomènes conjoncturels, ces crises s'inscrivent dans une dynamique structurelle de vulnérabilisation des États et des populations, révélant à la fois la fragilité des architectures institutionnelles héritées et les limites des modèles de développement jusqu'ici promus. Dans ce contexte, la jeunesse apparaît paradoxalement comme l'un des groupes sociaux les plus exposés aux effets de ces déséquilibres systémiques, tout en demeurant l'un des réservoirs les plus féconds d'innovation sociale, politique et cognitive.

Or, la production des savoirs sur le Sahel demeure largement marquée par une asymétrie persistante : les récits dominants, souvent élaborés à distance des terrains, tendent à essentialiser les crises sahéliennes, en privilégiant des grilles de lecture sécuritaires ou technocratiques au détriment d'une compréhension fine des dynamiques sociales endogènes. Dans cette perspective, l'investissement dans la recherche menée par de jeunes chercheurs issus des sociétés concernées ne relève pas seulement d'un impératif académique, mais d'un enjeu profondément politique : il s'agit de réhabiliter des formes de connaissance situées, capables de restituer la complexité des trajectoires locales, des pratiques ordinaires de résilience et des aspirations citoyennes souvent reléguées aux marges des politiques publiques.

Le présent rapport s'inscrit précisément dans cette ambition épistémologique et normative. En réunissant huit (8) études empiriques conduites au Burkina Faso, au Mali et au Niger, il propose une lecture transversale des mécanismes d'exclusion, des rapports de pouvoir et des stratégies d'adaptation à l'œuvre dans des contextes de grande précarité. Qu'il s'agisse de la scolarisation des filles, de la participation politique des femmes rurales, de la précarité menstruelle des personnes déplacées internes, de l'inclusion numérique des jeunes ou encore de la résilience des exploitants agricoles face au changement climatique, ces travaux mettent en lumière une constante : la persistance d'un décalage profond entre les normes formelles de protection des droits et leur effectivité concrète.

En donnant la parole à de jeunes chercheurs ancrés dans leurs terrains, ce rapport ne se contente pas d'accumuler des diagnostics sectoriels. Il esquisse les contours d'une approche alternative du développement et de la gouvernance au Sahel, fondée sur la reconnaissance des savoirs locaux, la centralité des acteurs sociaux

subalternes et la nécessité d'un renouvellement des paradigmes d'intervention. Il plaide ainsi pour une reconfiguration des politiques publiques, non plus conçues comme des dispositifs descendants, mais comme des processus co-construits avec les communautés concernées.

Dès lors, ce rapport se veut à la fois un outil de production de connaissances, un instrument de plaidoyer et un manifeste discret pour une science sociale engagée, capable de conjuguer rigueur analytique et responsabilité sociale. En ce sens, il invite les décideurs, les partenaires techniques et financiers, ainsi que la communauté académique, à repenser la place des jeunes chercheurs dans la fabrique des politiques publiques, non comme de simples exécutants ou collecteurs de données, mais comme de véritables coproducteurs de sens et d'orientation pour l'avenir du Sahel.

Chapitre 1 : Vulnérabilités structurelles et mécanismes d'exclusion dans les Etats du Sahel

Les sociétés sahéniennes sont traversées par des formes de vulnérabilité multiples et cumulatives qui affectent de manière disproportionnée les groupes sociaux les plus marginalisés. Ce premier chapitre s'inscrit dans une analyse structurelle des mécanismes d'exclusion qui entravent l'accès effectif aux droits fondamentaux, en particulier pour les femmes déplacées internes et les mineurs en conflit avec la loi. À travers des enquêtes de terrain situées, il met en lumière l'écart persistant entre les cadres normatifs de protection sociale et les réalités vécues, révélant les limites des réponses institutionnelles face à des vulnérabilités profondément enracinées.

Section 1 : Précarité menstruelle des filles et femmes déplacées internes (PDI) du site de Paazani à Ouagadougou

Par OUEDRAOGO Hamdiyatou

Introduction

1. Définition du problème

Selon le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), la précarité menstruelle désigne « les difficultés de nombreuses femmes et filles à se payer des protections hygiéniques à cause de leurs faibles revenus ».

La précarité menstruelle ne se limite pas à l'absence de protections hygiéniques. Elle inclut également le coût des antidouleurs, des sous-vêtements de rechange et d'autres produits essentiels. Pour les femmes les plus précaires, elle vient alourdir une réalité déjà marquée par des difficultés économiques et sociales. Les femmes en situation de déplacement ou de migration font face à des obstacles multiples dans la gestion de leur santé menstruelle, souvent sans accompagnement ni moyens adaptés.

Sur le site de Paazani, ce phénomène touche gravement les adolescentes et femmes, compromettant leur santé, leur scolarisation, leur dignité et leur intégration sociale.

2. Résumé des résultats de la recherche

L'enquête en ligne et en présentielle a été menée en avril 2025 auprès de 14 agents de santé et de 47 femmes et filles. L'enquête sur terrain a révélé que 72 % d'entre elles n'ont pas un accès régulier aux serviettes hygiéniques.

Il ressort que 64 % utilisent des alternatives non hygiéniques comme des morceaux de vieux vêtements ou du chiffon, exposant leur santé à des risques d'infection.

Parmi les femmes enquêtées, 70 % déclarent ne disposer d'aucun espace sécurisé pour gérer leurs menstruations avec dignité.

Tableau n° 1 récapitulatif des données

Catégorie	Femmes	Hommes	Filles	Total
Enquête en ligne	8	6	0	14
Enquête sur terrain	41	0	6	47
Total des répondants	49	6	6	61

Source : OUEDRAOGO A., 2025

3. Brève des implications

La précarité menstruelle limite l'accès à l'école pour les filles Personne déplacées internes (PDI) qui ont eu la chance de regagner le chemin de l'école, crée de l'exclusion et de la honte, et aggrave la précarité économique. Elle constitue une atteinte aux droits humains, en particulier le droit à la santé et à la dignité.

I. Analyse contextuelle

1. État des lieux de la situation

Paazani, un quartier périphérique de l'arrondissement 9, est situé au Nord de la capitale Ouagadougou. Le site de Paazani héberge plus de 1300 PDI depuis juin 2019, principalement originaires des zones à fort déficit sécuritaire¹

Les conditions de vie y sont rudimentaires, avec une absence quasi-totale de politiques menstruelles adaptées. Les structures d'accueil ne prévoient pas d'infrastructures dédiées à l'hygiène menstruelle.

2. Problématique

La situation qui prévaut sur le site de Paazani entraîne des conséquences directes sur la santé sexuelle et reproductive des femmes, accroît leur vulnérabilité psychosociale et psychologique et accentue les inégalités de genre.

3. Positions des différentes parties prenantes

Les autorités locales reconnaissent la gravité du problème mais invoquent le manque de ressources. Les ONG et les structures humanitaires présentes mènent

¹ Media 3 Tv, journal télévisé du 5 Août 2022, <https://www.facebook.com/Watinfos/videos/1374810443008629/?mibextid=rS40aB7S9Ucbxw6>

des actions sporadiques sans continuité. Les femmes concernées souhaitent des solutions durables et participatives.

4. Justification

Ce plaidoyer vise à placer la précarité menstruelle comme une priorité des réponses humanitaires à Paazani, à travers une action structurée, inclusive et durable.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

1. Objectif Principal

Contribuer à l'amélioration durable de l'accès des filles et femmes PDI du site de Paazani à des solutions hygiéniques, sûres et dignes.

2. Objectifs spécifiques

- Organiser des formations sur la confection des serviettes hygiéniques réutilisables ;
- Créer des espaces sûrs et adaptés à la gestion de l'hygiène menstruelle ;
- Briser les tabous à travers l'éducation sur les menstruations.

3. Résultats et changements attendus

- réduction de la précarité menstruelle ;
- réduction du taux d'infection lié à la gestion menstruelle ;
- hausse de la fréquentation scolaire des adolescente pendant leurs menstrues ;
- intégration de la gestion menstruelle dans les politiques locales de réponse humanitaire ;
- autonomiser les femmes à travers la confection et la vente des serviettes hygiéniques réutilisables.

III. Approche

1. Méthodologie à adopter

- organisation des campagnes de sensibilisation sur l'hygiène menstruelle;
- formation sur la confection des serviettes hygiéniques réutilisables ;
- implication des jeunes filles et femmes PDI de Paazani dans tout le processus de la formation ;
- suivi et évaluation du projet.

2. Autorités cibles

- Ministère de l'action humanitaire et la solidarité nationale
- Ministère de la santé
- Mairie de Ouagadougou
- Partenaires techniques et financiers

6. Populations (bénéficiaires) cibles

Femmes et filles en âge de menstruer vivant sur le site de Paazani.

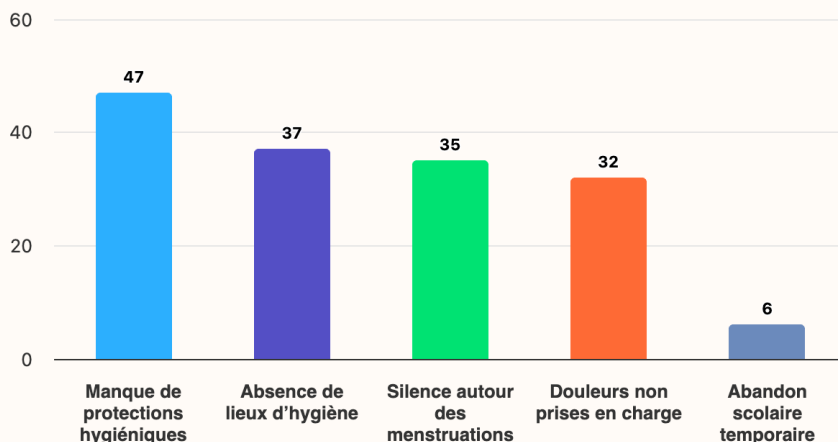
IV. Recommandations actionnelles

1. Messages clés du plaidoyer

- La précarité menstruelle constitue un enjeu important qui touche la santé, l'éducation et la dignité des filles et femmes PDI.
- Prendre des mesures concrètes dès maintenant, c'est prévenir et préserver les droits humains fondamentaux et prévenir des risques sanitaires majeurs.

Les données ci-après collectées auprès des cibles attestent bien cela :

Graphique 1: Précarité menstruelle du site de Paazani



Source : OUEDRAOGO H., 2025

2. Recommandations pour les parties prenantes

- Intégrer de manière systématique la distribution de kits d'hygiène menstruelle dans les interventions humanitaires d'urgence en faveur des populations déplacées, tout en mettant en place des formations à la confection de serviettes hygiéniques réutilisables pour promouvoir des solutions durables et autonomisantes.
- Mettre en place des infrastructures sanitaires dignes, notamment des latrines sécurisées et adaptées aux besoins spécifiques des femmes et des filles.
- Déployer des programmes réguliers de sensibilisation et d'éducation menstruelle sur les sites PDI, afin de briser les tabous et promouvoir de bonnes pratiques d'hygiène.
- Faire de l'hygiène menstruelle une volonté politique affichée et claire.

Références bibliographiques

1. Assemblée parlementaire de la francophonie, Rapport final sur la précarité menstruelle dans l'espace francophone, 2023, 21p
2. FONDS FRANÇAIS MUSKOKA, EQUIPOP ORG et UNFPA, Rapport des Fonds des Nations unies pour la population UNFPA WCARO Burkina : Droit et santé menstruelle, un enjeu d'égalité en Afrique de l'ouest et du centre, 2022, 9 p
3. ONU FEMMES et WSSCC, Gestion de l'hygiène menstruelle : Expérience de population nomades et sédentaire du Niger, 2017, 96 p
4. ZONGO Y., « Gestion des menstrues : Entre insalubrité et précarité à Ouidy, les femmes PDI vivent le martyre », in journal FASO.NET, n°124638, 2023, disponible sur <https://lefaso.net/spip.php?article124638>.
5. Loi n°022-2005/AN du 24 mai 2005 portant Code de l'hygiène publique au Burkina Faso
6. Données recueillies lors d'enquêtes de terrain au site de Paazani
7. Témoignages de bénéficiaires et agents de santé.

Section 2 : La réinsertion sociale des mineurs en conflits avec la loi de 13 ans à 18 ans au Mali : cas de Bollé Mineurs et Bollé Femme

Par Sekou Birama TRAORÉ

Introduction

La privation de liberté d'un mineur doit être une mesure prise en dernier recours et pour la période la plus courte possible. L'objectif est d'éviter les effets néfastes de tout type de détention pour les mineurs ainsi que de favoriser leurs réinsertions sociales. Au Mali, les enfants en conflits avec la loi sont confrontés à des difficultés majeures, tant pendant leur détention qu'à leur sortie. Pourtant, en vertu de plusieurs engagements internationaux et nationaux, ces enfants devraient bénéficier d'un traitement spécial, respectueux en conformité de leur âge, de leur dignité, et de leurs perspectives de réinsertion. Ils sont entre autres :

- Sur le plan international : (La convention relative au droit de l'enfant CDE de 1989, la charte Africaine des droits et du bien-être de l'enfant de 1990...)
- Sur le plan national : (la constitution du Mali du 22 juillet 2023, la loi n 2011 – 087 du 30 décembre 2011 portant code des personnes et de la famille, la loi n 01 – 81 du 24 Aout 2001 portant sur la minorité pénale et institution de juridictions pour mineurs, loi N 2024 – 027 du 13 décembre 2024 portant code pénal...)

En dépit de ces textes, la réalité observée dans les centres de détention pour mineurs, notamment Bollé Mineur et Bollé Femme, montre un écart entre les normes et la pratique. Après une période de privation de liberté, les jeunes sortent souvent sans réel accompagnement, exposés à la stigmatisation, au rejet, à la récidive et à la marginalisation sociale.

Ce plaidoyer s'inscrit dans le cadre d'un travail de recherche – action – participative, mené au sein des centres Bollé Mineurs et Bollé Femme, visant à comprendre les mécanismes existants de réinsertion et à proposer des solutions concrètes.

Le but du présent plaidoyer est d'améliorer les conditions de réinsertion sociale des mineurs en conflits avec la loi, en facilitant leur accompagnement psychosocial, éducatif et professionnel à leur sortie de la détention.

1. Définition du problème

Au Mali, les mineurs de 13 à 18 ans en conflit avec la loi rencontrent d'importantes difficultés non seulement pendant leur détention mais surtout après leur libération. Plusieurs problèmes majeurs ont été identifiés :

- Rupture familiale et isolement social
- Insuffisance d'équipements et de personnel qualifié
- Absence de diversification des formations
- Manque de point de chute fiable après la détention
- Appartenance à des réseaux marginalisés
- Manque d'estime de soi et difficultés psychosociales

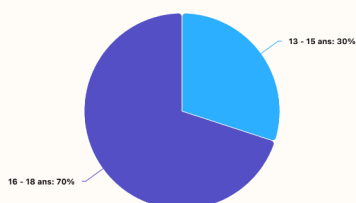
En résumé, la réinsertion sociale des mineurs en conflits en conflit avec la loi au Mali est freinée par un système pénitentiaire sous équipé, un environnement social hostile et l'absence de mécanismes de suivi post- carcéral. Ces problèmes, doivent être pris en compte, afin qu'ils ne contribuent pas à renforcer le cycle de la récidive ou maintenir ces jeunes dans l'exclusion d'où la raison de notre d'étude.

2. Résumé des résultats de la recherche et ma position

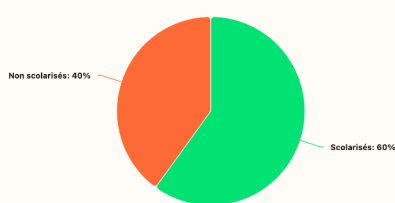
L'étude menée dans les centres de Bollé Mineur et Bollé Femme a permis de rencontrer :

• Les mineurs

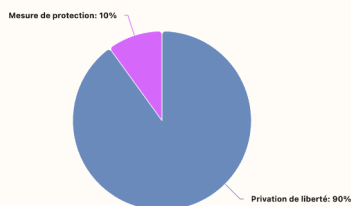
Graphique 2: Répartition des mineurs par tranche d'âge



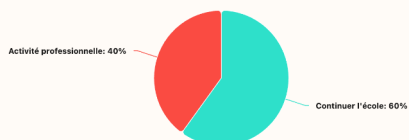
Graphique 3: Scolarisation des mineurs interrogés



Graphique 4: Motif de détention

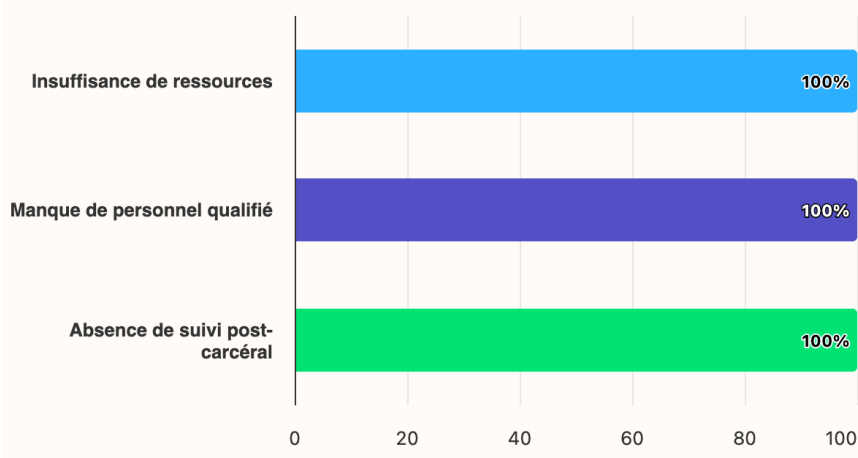


Graphique 5: Souhaits des mineurs après leur sortie



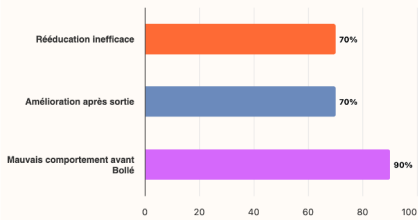
• Les éducateurs

Graphique 6: Perception des éducateurs sur les défis

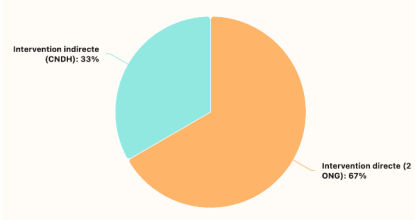


• Parents, Partenaires (ONG, Association)

Graphique 7: Perceptions des parents



Graphique 8: Partenaires impliqués dans la réinsertion



- **Le juge des enfants**

Le juge des enfants a soulevé les lacunes dans le cadre de réinsertion, commencé par le système judiciaire en passant par les parents à travers la rupture familiale avec les enfants. Mais il a aussi soulevé des efforts notamment par le nouveau code pénal et code de procédure pénale.

Ces constats démontrent la nécessité de passer : d'un système punitif à un système éducatif, d'un suivi inexistant à une stratégie coordonnée de réinsertion, d'un isolement à une implication communautaire active.

Le plaidoyer prend donc clairement position : La réinsertion ne peut être pas une option, elle doit devenir une priorité de la justice juvénile au Mali

- **Brève des implications**

Si rien n'est fait :

- Hausse du taux de récidive : les jeunes sortent puis reviennent à Bollé après 6 mois ou 1 an.
- Marginalisation : rejeté par leur entourage, ils tombent dans l'errance ou les petits gangs.
- Vulnérabilité à la délinquance organisée
- Perte de confiance dans la justice : les jeunes n'y voient que punition, jamais solution
- Cela aggravera l'insécurité et compromettra la paix sociale.

Si on agit concrètement :

- Réduction du taux de récidive : les jeunes s'insèrent, retrouvent un cadre adapté.
- Réconciliation familiale : des médiations peuvent réparer les liens.
- Engagement des mairies, des ONG, des leaders communautaires dans la réinsertion
- Meilleure image de la justice juvénile au Mali
- Cela renforcera la cohésion, l'inclusion et la confiance entre l'État et les citoyens.

I. Analyse contextuelle

Au Mali, la justice pour mineurs est encadrée par plusieurs textes (cités plus haut) qui reconnaît le droit à une justice éducative et réhabilitatrice pour tout enfant en conflit avec la loi. En théorie, un mineur doit être jugé dans un cadre adapté à son âge, bénéficier de mesures de rééducation plutôt que de punition, et être réinsérer dans la société après sa libération. Mais dans la pratique la situation est plus complexe.

A Bollé Mineur et Bollé Femme : les conditions sont marquées par :

- Des effectifs élevés (Bollé Mineur 150...) donc ils sont obligés de faire les activités physiques une fois par semaine et par groupe ; manque d'équipement et de personnel pour les unités au sein des centres ; peu de préparation à la sortie (c'est-à-dire pas de suivi post- carcéral) ;
- Ces centres sont isolés du reste de la chaîne de réinsertion : pas de relais communautaires, peu de partenariats avec les ONG et les mairies ou les associations, et quasiment aucun dispositif d'accueil pour les jeunes une fois libérés ;
- Cette situation entraîne plusieurs conséquences graves qui sont : les jeunes sortent de prison sans accompagnement, ils n'ont pas de soutien familial, ni travail, rejetés ou étiquetés comme des délinquants irrécupérables et deviennent parfois vulnérables à l'exploitation, aux réseaux criminels ou aux violences. En gros c'est un problème de société, pas seulement de justice ;
- La position des parties prenantes commença par l'État qui reconnaît le problème mais agit peu. Il manque de budget et de volonté politique, quant aux familles, souvent dépassés ou dans le rejet, car elles n'ont pas les moyens ni l'encadrement nécessaires, ensuite les éducateurs, motivés mais démobilisés à cause du manque de moyens, concernant les ONG ; quelques-unes interviennent, mais sans politique d'intégration, pour terminer avec les jeunes eux même conscient de leurs erreurs, mais sans voie de sortie claire.

Le plaidoyer veut donc interpeller les autorités, mobiliser les ONG, responsabiliser les communautés et donner une vraie chance aux jeunes concernés.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

1. Objectif Principal

L'objectif principal est de promouvoir un dispositif structuré, inclusif et durable de durable de réinsertion sociale pour les mineurs sortants des centres Bollé Mineur et Bollé Femme, afin de prévenir la récidive, favoriser l'inclusion sociale et restaurer leur dignité.

2. Objectifs spécifiques

- Proposer un accompagnement post-carcéral ;
- Plaider pour la mise en place d'un fonds de réinsertion ;
- Renforcer les capacités des centres de détention ;
- Encourager l'implication active des familles et des communautés locales à la réinsertion des mineurs.

3. Résultats et changements attendus

- Un accompagnement post-carcéral est proposé ;
- Le plaidoyer pour la création d'un fonds de réinsertion est fait ;
- Les capacités des centres de détention sont renforcées ;
- L'implication active des familles et des communautés locales à la réinsertion des mineurs est encouragée ;

III. Approche du plaidoyer

1. Méthodologie à adopter

Pour atteindre les objectifs de ce plaidoyer, une approche progressive, participative et multisectorielle sera utilisée :

- Rencontre ciblée avec les décideurs publics ;
- Valorisation des témoignages de terrain ;
- Organisation de forums communautaires ;
- Mobilisation médiatique ;
- Appui à la structuration des réponses locales.

2. Autorités ciblées

- Ministère de la justice et des droits de l'homme ;
- Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille ;
- Ministère de la jeunesse et de l'emploi ;
- Commission parlementaire en charge de la jeunesse et des droits de l'enfant ;
- Collectivités locales (communes, mairies)

3. Populations

- Les mineurs libérés ou en détention des centres de Bollés ;
- Leurs familles ;
- Les communautés locales ;
- L'administration pénitentiaire ;
- Les ONG et associations ;

IV. Recommandations actionnables

1. Messages clés du plaidoyer

Ces messages doivent frapper, sensibiliser et mobiliser. Ils seront utilisés dans les supports de communication (document, médias, réseaux sociaux...)

- Chaque mineur mérite une seconde chance ;
- Réinsérer, c'est sécuriser ;
- Éduquer, c'est reconstruire. Punir sans réinsérer, c'est abandonner ;
- Derrière chaque jeune délinquant, il y a un enfant blessé qui peut encore guérir ;
- Le chemin de la réinsertion commence avec un accompagnement, pas avec un rejet.

2. Recommandations pour les parties prenantes

Pour l'État

- Créer un programme national de réinsertion des mineurs en conflits avec la loi ;
- Mettre en place un fonds d'accompagnement post-carcéral pour mineurs ;
- Former les personnels des centres sur la réinsertion ;
- Inscrire la réinsertion dans les lois et politiques publiques ;

Pour les collectivités

- Créer des cellules locales d'accueil et d'orientation des jeunes libérés ;
- Intégrer la politique de réinsertion dans le programme de développement économique social et culturel.

Pour les familles et communautés

- Mettre en place des ateliers de médiation familiale ;
- Encourager la sensibilisation communautaire ;

Pour les ONG et partenaires techniques

- Soutenir les projets pilotes de réinsertion
- Accompagner la société civile dans le plaidoyer

Pour le système judiciaire

- Favoriser les alternatives de détention

Références bibliographiques

1. Charte Africaine des droits et du bien-être de l'enfant de 1990 ;
2. La convention relative au droit de l'enfant CDE de 1989 ;
3. Loi N 01 – 081 du 24 Aout 2001 sur la minorité pénale et institution de juridictions pour mineurs ;
4. la loi n 2011 – 087 du 30 DECEMBRE 2011 portant code de des personnes et de la famille ;
5. Loi N 2024 – 027 Du 13 DECEMBRE 2024 portant code pénal du Mali ;
6. Loi N 2024 – 027 Du 13 DECEMBRE 2024 code de procédure pénale du Mali ;
7. Manuel de formation en droit de l'homme dans le milieu carcéral de la direction nationale de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée du Mali ;
8. Rapport 2023 du CSDRM de Bollé Mineur ;
9. Rapport Annuel de 2023 de la Commission Nationale des Droits de l'Homme.

Chapitre 2 : genre et participation politique dans les États du Sahel

La question du genre constitue un prisme central pour appréhender les dynamiques de pouvoir et les formes contemporaines de participation politique dans les États du Sahel. Ce chapitre examine les obstacles structurels, socioculturels et institutionnels qui limitent l'autonomisation des femmes, tant dans le champ politique que dans l'accès à l'éducation. En analysant la participation électorale des femmes rurales et la scolarisation des filles en milieu rural, il interroge les conditions de possibilité d'une citoyenneté inclusive et met en évidence les implications démocratiques de la persistance des inégalités de genre.

Section 1 : La faible participation politique des femmes rurales malinkés au processus électoral : cas de Kita

Par Maimouna TRAORÉ

Introduction

La faible participation politique des femmes rurales malinkés au processus électoral, dans la région de Kita, se manifeste par une représentation limitée de ces femmes en âge de vote. Ce problème touche les femmes en tant qu'électrices, candidates, ou actrices dans les instances de décision politique locales et nationales. La majeure partie de ces femmes et jeunes filles, dans cette localité, préfèrent voter au lieu de poser leur candidature. Cela résulte des différents facteurs qui sont notamment économiques, sociales, culturels, inaccessibilité aux informations, faible niveau d'instruction, mauvaise compréhension du concept politique, accès limité aux cartes d'électeurs, le comportement malsain de certains hommes politiques envers ces femmes. Ce qui explique la réticence des hommes de cette communauté vis à vis de la participation de leur conjointe.

Cette situation nécessite plus que tout une vaste campagne de sensibilisation, de formation et aussi d'appui financier à l'endroit de ces femmes malinkés qui sont en âge de vote et ont des capacités et surtout le courage à exceller en politique. Vu leur condition, elles sont hostiles à la vie politique et veulent laisser la politique entre les mains des hommes qui, selon elles, sont mieux placés pour le faire. Elles préfèrent laisser le règne aux hommes et elles même deviennent des spectatrices.

1. Définition du problème

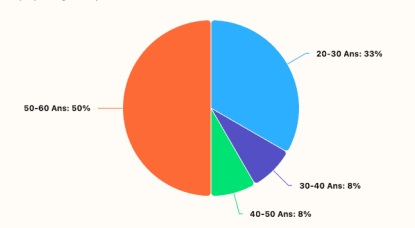
Malgré les principes de démocratie participative et les efforts pour promouvoir l'égalité des sexes au Mali, la participation politique des femmes rurales malinkés reste très faible, notamment dans le cercle de Kita. Ces femmes, bien qu'elles constituent une part importante de la population, sont peu représentées dans les instances décisionnelles et participent faiblement aux élections, que ce soit en tant qu'électrices informées, militantes ou candidates.

2. Résumé des résultats de la recherche et ma position

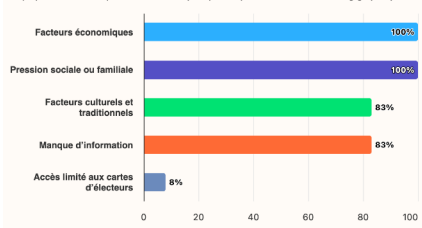
Les résultats de l'analyse de nos études empiriques, les données collectées sur le terrain (données des structures locales et auprès des cibles) attestent que la faible participation politique des femmes rurales malinkées de la région de Kita au processus électoral touche les femmes de 18 à 60 ans. Ce constat démontre leur faible représentation dans les instances de décisions locales et nationales. Aussi, elles appellent à des actions de formation, de sensibilisation et d'appui de la part des autorités, des partis politiques et des ONG afin qu'elles soient en mesure de participer activement aux activités politiques. Elles plaident à une amélioration de leurs situations pour que lors des élections à venir elles puissent voter, voire devenir candidates.

Face à cet état de, les autorités nationales doivent mettre en place des stratégies de politiques nationales en faveur de ces femmes afin de favoriser leur participation aux processus politiques puisqu'elles peuvent apporter leur pierre à la construction de l'édifice nationale. En ignorant cette situation, l'État serait dans une posture d'inégalité et cela compromettra davantage toute chance d'une démocratie équitable et juste. Raison de plus de dire qu'une action urgente est plus que jamais nécessaire afin qu'elles soient imprégnées de la vie politique et qu'elles soient des actrices du changement dans leur communauté.

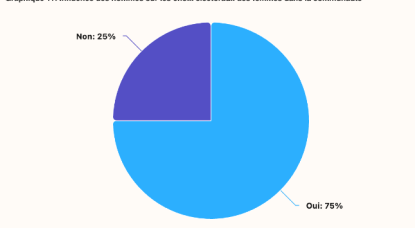
Graphique 9: Age des répondants



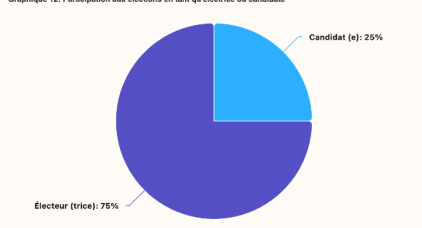
Graphique 10: Obstacles empêchant les femmes de participer aux opérations électorales ou de s'engager politiquement



Graphique 11: Influence des hommes sur les choix électoraux des femmes dans la communauté



Graphique 12: Participation aux élections en tant qu'électrice ou candidate



Les résultats de cette recherche donnée impliquent :

- Mauvaise représentation dans les instances de décision
- Manque d'accès aux ressources et aux services
- Perpétuation des inégalités de genre
- Ralentissement du développement rural
- Vulnérabilité accrue aux crises

I. Analyse contextuelle

1. État des lieux de la situation

Selon le rapport de l'ONU-FEMMES, 9,5% de femmes étaient au niveau des instances de prises de décision de 2013-2018. Elle est de 41,02% au niveau de la Cour suprême, 22,22% au niveau de la Cour constitutionnelle en 2022.

Au niveau du Conseil National de la Transition (CNT), 26,4% de femmes étaient représentées entre 2020 à 2021. Il faut noter que 27,89% de femmes sont élues lors des élections législatives d'avril 2020, contre 9,52% pour les législatives de 2013. Il est intéressant ici de voir que ce taux de 2020 se rapproche du taux de représentation de 30% fixé par la Loi n°2025-052/du 18 décembre 2015, qui vise à promouvoir l'égalité de genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

Au-delà de ces chiffres, il faut reconnaître que le combat politique des femmes est impacté par une série de difficultés. La première, revient à constater que les femmes politiques pensent qu'elles sont des leaders incontestés, un combat tout autant juste, mais moins apprécié par les hommes politiques. Mais, elles se battent corps et âme au sein de leur propre famille, pour faire accepter leur militantisme politique. La seconde difficulté est qu'elles préfèrent se retirer au moment des élections, malgré leur militantisme, du fait des représentations sociales sur la politique de la femme.

2. Problématique

Malgré les efforts déployés par l'État malien, les ONG et les partenaires au développement pour promouvoir l'inclusion politique des femmes, les femmes rurales malinkés de la région de Kita restent largement sous-représentées dans le processus électoral. Cette marginalisation persistante soulève une question centrale : quels sont les facteurs qui freinent l'engagement politique des femmes

rurales malinkés à Kita, et comment peut-on lever ces obstacles pour renforcer leur participation active et équitable au processus électoral ?

3. Positions des différentes parties prenantes

Les Autorités : aux seins des instances locales 70% des autorités estiment que la faible participation politique des femmes malinkés au processus électoral s'explique par leur niveau d'instruction, les mariages précoces, la faible autonomie financière et ainsi que les valeurs traditionnelles qui interdisaient aux femmes de vouloir s'affirmer devant les hommes et pour remédier à cela il faut encourager les femmes à participer, prôner l'inclusivité dans la gestion des affaires publiques et pour conclure lutter contre toute forme stéréotypes et de discrimination.

Les partis politiques : Le manque de confiance en soi explique en grande partie la faible participation politique des femmes au processus politique ainsi que les pressions sociales et familiales qui assimilent la femme au foyer uniquement. Il faut une large sensibilisation pour qu'elles puissent cultiver en elle-même la confiance en soi et ensuite des séances de formation et de sensibilisation sur la vie politique.

Les ONG : ils estiment que cette faible participation des femmes explique par l'analphabétisme, des calendrier trop chargés, les pressions sociales et familiales et aussi surtout le manque de soutien technique et financiers. Alors pour remédier à cela les ONG doivent organiser des grandes campagnes de formation à l'endroit des femmes et des sensibilisations pour qu'elles puissent avoir une orientation claire sur la politique.

Les femmes : environ 80% des femmes stipulent que leur faible participation politique s'explique par manque de moyens financiers, manque d'information, des conjoints autoritaires qui les empêchent de faire des activités politiques. Elles demandent des séances de formation et de sensibilisation surtout auprès de leur conjoint qui veulent pas du tout voir leur conjointe exceller en politique.

4. Justification

Il est crucial d'intervenir à travers des séances de formation, de sensibilisation et surtout d'appui technique et financier afin que les femmes rurales malinkés puissent s'imprégner de la vie politique et être parmi les actrices du changement. Elles ont besoin de soutien national qui peut les favoriser davantage et booster leur représentation dans les instances nationales et locales.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

1. Objectif Principal

Accentuer plus la participation massive des femmes malinkés en âge de vote au processus électoral.

2. Objectifs spécifiques

- Identifier et faire connaître les obstacles socio-culturels, économiques et institutionnels qui freinent l'engagement politique des femmes malinkés vivant en milieu rural.
- Sensibiliser les communautés malinkés, en particulier les leaders traditionnels, religieux et politiques, sur l'importance de l'inclusion des femmes dans les instances de gouvernance.
- Renforcer les capacités des femmes rurales malinkés en matière de leadership, d'expression citoyenne, et de participation aux processus électoraux.
- Influencer les politiques publiques et les lois électorales pour intégrer des mesures concrètes (quotas, formations, financement) favorisant la représentativité des femmes rurales malinkés.
- Mobiliser les partenaires (ONG, institutions, partis politiques, médias) pour soutenir des actions en faveur de la participation politique des femmes issues des zones rurales malinkés.
- Créer des espaces de dialogue et de concertation entre femmes rurales malinkés et acteurs politiques pour favoriser leur implication dans la prise de décisions.

3. Résultats et changements attendus

- Les obstacles socio-culturels, économiques et institutionnels qui freinent l'engagement politique des femmes malinkés vivant en milieu rural sont identifiés et connus ;
- Les communautés malinkés, en particulier les leaders traditionnels, religieux et politiques, sur l'importance de l'inclusion des femmes dans les instances de gouvernance sont sensibilisées ;
- Les capacités des femmes rurales malinkés en matière de leadership, d'expression citoyenne, et de participation aux processus électoraux sont renforcées ;

- Les politiques publiques et les lois électorales pour intégrer des mesures concrètes (quotas, formations, financement) favorisant la représentativité des femmes rurales malinkés sont influencées ;
- Les partenaires (ONG, institutions, partis politiques, médias) pour soutenir des actions en faveur de la participation politique des femmes issues des zones rurales malinkés sont mobilisés ;
- Des espaces de dialogue et de concertation entre femmes rurales malinkés et acteurs politiques pour favoriser leur implication dans la prise de décisions sont créés.

III. Approche

1. Méthodologie à adopter

- Sensibilisation et éducation civique ciblée
- Renforcement de l'autonomisation sociale et économique
- Mobilisation communautaire et inclusion des leaders d'opinion
- Plaidoyer politique et institutionnel
- Création de clubs de femmes citoyennes
- Formation sur la vie politique
- Encourager la participation des femmes non seulement en tant qu'électrice et candidate également

2. Autorités cibles

- Les autorités locales et nationales.
- Les partis politiques : Dans la localité
- Les ONG : Leurs appuis financiers

3. Populations cibles

- Les femmes elles-mêmes (actrices principales).

IV. Recommandations actionnables

1. Organiser des campagnes d'information multilingues (y compris en malinké) sur le rôle des élections, des partis politiques, des droits et devoirs citoyens.
2. Former des relais communautaires féminins (femmes leaders, membres de groupements féminins) pour animer des séances d'information régulières.
3. Utiliser des radios locales communautaires, contes traditionnels, théâtres populaires et supports visuels pour surmonter l'analphabétisme.
4. Soutenir la création ou le renforcement des associations ou coopératives de femmes rurales comme espace d'éveil citoyen.
5. Offrir des formations sur le leadership féminin, la prise de parole en public et la négociation politique.
6. Impliquer les autorités locales et les chefs coutumiers dans la promotion de la participation féminine en mettant en avant leur rôle de facilitateurs.
7. Encourager les partis politiques à inclure des femmes rurales sur leurs listes électorales et à réserver un quota pour les femmes issues des zones rurales.
8. Octroyer des moyens financiers aux femmes lors des élections.

V. Messages clés du plaidoyer

- *Les femmes malinkés sont des piliers du foyer, elles peuvent aussi être les piliers de la nation.*
- *La voix de la femme compte, même en brousse.*

VI. Recommandations pour les parties prenantes

1. **Autorité locale :** Miser sur la formation et la sensibilisation des femmes sur la vie politique de la communauté
2. **Les ONG :** Campagne de formation et d'appui pour les femmes afin de vaincre leur peur et pour qu'elles puissent croire en elles-mêmes

3. **Les femmes** : Miser sur la scolarisation et l'information sur la vie politique.
4. **Partis politiques** : Une formation politique qui va éclairer les femmes de la communauté.

Références bibliographiques

1. Rapport genre du Ministère de la promotion de la femme de 2020 au Mali.
2. Femmes et mobilisations politiques, FRIEDRICH EBRT 2021.
3. Rapport kita Mali 2023.

Section 2 : Les défis et perspectives de la scolarisation des filles dans l'enseignement fondamental et secondaire en milieu rural au Mali : Analyse des obstacles structurels et des stratégies d'amélioration

Par CISSE Aichata

Introduction

1. Définition du problème

Les données les plus récentes du Cluster Education montrent que plus de 4 millions d'élèves ont repris l'école pour l'année scolaire 2024-2025, dont 1,8 million de filles. Cependant, malgré ce court espoir, une proportion importante de filles reste en dehors du système éducatif. En janvier 2024, 1 657 écoles étaient fermées au Mali à cause de l'insécurité, affectant 497 100 élèves et 9 942 enseignants. En mai 2024, ce nombre a augmenté à 1 788 écoles non fonctionnelles, privant 540 000 élèves dont la majorité sont des filles et 11 000 enseignants d'accès à l'éducation.

Ces fermetures massives ont un impact direct sur la scolarisation des filles, notamment en milieu rural où les défis liés à la sécurité aux infrastructures et aux normes socioculturelles sont encore plus prononcés. L'éducation des filles en milieu rural au Mali reste un défi majeur, les inégalités persistent en particulier dans l'enseignement fondamental et secondaire. Dans la commune de Dialakôrôba, de nombreuses filles quittent l'école prématurément en raison de mariages précoces, de grossesses adolescentes, du poids des travaux domestiques, de la pauvreté et du manque d'infrastructures adaptées. Ces obstacles compromettent leur droit à l'éducation et renforcent les inégalités entre les sexes dans un contexte où l'éducation est un levier de développement durable et d'émancipation.

La recherche-action participative menée auprès des élèves, parents, enseignants, autorités scolaires et leaders communautaires a permis de documenter ces défis et d'identifier des stratégies d'amélioration adaptées aux réalités locales. D'abord,

nous avons obtenu le consentement de nos cibles. En effet, l'ensemble des personnes interrogées ont accepté de participer à la recherche, ce qui témoigne d'une prise de conscience collective de l'importance de cette problématique.

2. Résumé des résultats de la recherche et position

L'enquête menée auprès des cibles dans la commune de Dialakôrôba a mis en évidence :

- Une prise de conscience générale de l'importance de l'éducation des filles, mais un engagement faible des familles dans le suivi et le soutien scolaire.
- Des contraintes structurelles (insuffisance de centres scolaires ; de personnel enseignant, manque de cantines) ;
- Des verrous socioculturelles (mariages précoces, croyances sur la « place » de la fille) qui persistent.
- Des initiatives locales limitées et mal soutenues pour inverser la tendance.

Ces constats démontrent l'urgence d'une action coordonnée et multisectorielle pour améliorer durablement la scolarisation des filles dans l'enseignement fondamental et le secondaire.

3. Brève des implications

Si rien n'est fait, la communauté continuera à reproduire des inégalités générationnelles et à se priver de la contribution précieuse des femmes instruites dans la vie sociale et économique. À l'inverse, agir dès maintenant permettrait d'accroître le capital humain local, d'améliorer la santé et les revenus des ménages, de renforcer la cohésion sociale et de contribuer au développement local durable.

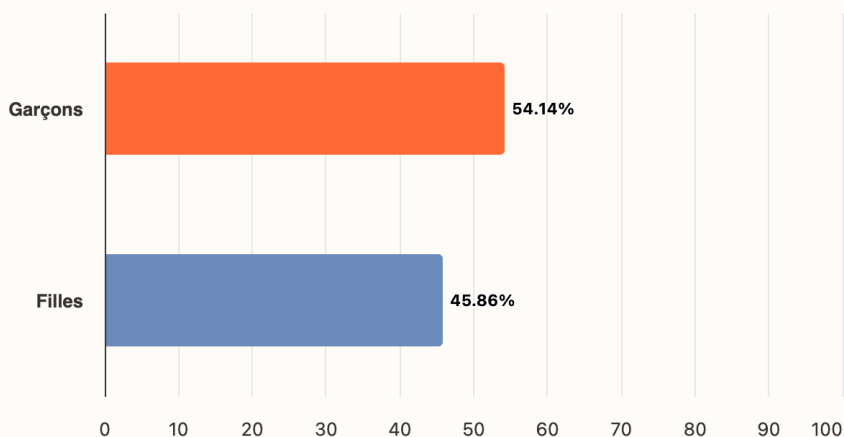
I. Analyse contextuelle

1. État des lieux

Au Mali, malgré des progrès notables ces dernières années, l'éducation des filles en milieu rural reste en deçà des objectifs fixés. Dans le secondaire en particulier, les taux d'abandon scolaire des filles sont très élevés. Dans la commune de Dialakôrôba, les données recueillies montrent un taux moyen de 45,85 % pour les filles contre 54,14 % pour les garçons avec une chute marquée dès l'entrée au

secondaire. Les écoles sont peu nombreuses et éloignées, le personnel enseignant en nombre insuffisant, et les conditions d'apprentissage précaires.

Graphique 13: Taux de scolarisation sur les trois dernières années



2. Problématique

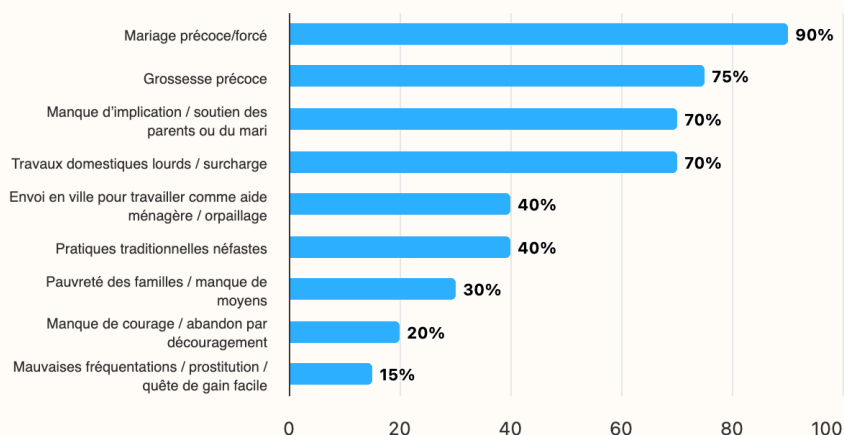
Le décrochage scolaire des filles est fortement influencé par des facteurs socioculturels tels que les mariages précoces, les grossesses, la pauvreté des ménages, la surcharge des tâches domestiques et les stéréotypes de genre. Ces contraintes ont des impacts négatifs sur l'avenir socio-économique des filles et freinent le développement de la communauté.

Pour mieux cerner ces obstacles structurels et socio-culturels à la scolarisation des filles, la recherche a interrogé plusieurs groupes d'acteurs (enseignants, parents, élèves, leaders communautaires) sur les principaux défis rencontrés.

La question suivante leur a été posée : Quels sont les principaux défis socio-culturels liés à la scolarisation des filles au niveau fondamental et secondaire ?

Les réponses recueillies révèlent une forte prévalence des mariages précoces, des grossesses précoces, des travaux domestiques et d'un manque de soutien parental, comme illustré dans le graphique ci-dessous :

Graphique 14: Principaux défis socio-culturels liés à la scolarisation des filles au niveau fondamental et secondaire



Ces résultats confirment que la scolarisation des filles en milieu rural est freinée par des pratiques sociales profondément ancrées. Le mariage précoce demeure le facteur principal car il interrompt brutalement le parcours scolaire. À cela s'ajoutent la grossesse précoce et les travaux domestiques, qui grèvent le temps d'étude et entraînent souvent la déscolarisation. Le manque de soutien parental et les pratiques comme l'envoi des filles en ville comme aide-ménagère accentuent leur vulnérabilité. La persistance de ces contraintes socio-culturelles appelle à des actions de sensibilisation, d'autonomisation et d'accompagnement ciblé.

3. Positions des parties prenantes

L'analyse des parties prenantes révèle une diversité de perceptions et de niveaux d'engagement face à la problématique de la scolarisation des filles en milieu rural.

- **Les familles (Parents):** Elles jouent un rôle crucial, car ce sont elles qui prennent la décision d'inscrire ou non les filles à l'école et de les maintenir dans le système éducatif. Les données recueillies montrent que beaucoup de parents ne considèrent pas l'éducation des filles comme une priorité, privilégiant plutôt le mariage, le travail domestique ou l'envoi en ville comme aide-ménagère. Cette attitude reflète des normes sociales et des croyances persistantes sur le rôle de la femme dans la société.
- **Les élèves filles:** Elles manifestent une forte motivation à poursuivre leurs études et expriment leurs ambitions professionnelles. Toutefois, elles

subissent les contraintes imposées par leur environnement familial et communautaire, ce qui affecte leur assiduité et leur réussite scolaire. Certaines abandonnent l'école sous la pression de la famille, du mariage ou à cause de grossesses précoces.

- **Les enseignants et les autorités scolaires:** Ils sont conscients des obstacles rencontrés par les filles et reconnaissent la nécessité de leur scolarisation. Néanmoins, ils disposent de peu de moyens pour influencer les comportements des familles ou mettre en place des dispositifs d'accompagnement adaptés.
- **Les leaders communautaires et autorités locales:** Leur rôle est déterminant, car ils peuvent orienter les pratiques sociales en faveur de l'éducation des filles grâce à leur autorité morale et traditionnelle. Mais dans la pratique, leur engagement reste timide et insuffisamment structuré pour faire évoluer les mentalités.

Cette configuration montre qu'il existe un déficit de coordination et de dialogue entre ces parties prenantes. La plupart s'accordent sur l'importance de l'éducation des filles, mais leurs actions concrètes sont limitées ou contrecarrées par des pesanteurs socio-culturelles.

Pensez-vous que l'éducation des filles est aussi importante que celle des garçons ? Tous les parents interrogés reconnaissent désormais l'importance de l'éducation des filles, mais leur engagement concret reste encore limité face aux réalités sociales.

4. Justification

La prise en compte des positions des différentes parties prenantes permet de mieux cibler les interventions du plaidoyer. Comprendre les réticences des parents, la motivation des élèves, la bonne volonté des enseignants mais aussi le poids des pesanteurs sociales (us et traditions) permet de concevoir des stratégies adaptées à chaque acteur, en les mobilisant chacun à son niveau pour créer un environnement plus favorable à la scolarisation des filles.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

1. Objectif principal

Améliorer l'accès, la rétention et la réussite scolaire des filles dans l'enseignement fondamental et secondaire dans la commune rurale de Dialakorôba.

2. Objectifs spécifiques

- Sensibiliser la communauté sur les dangers des mariages précoces et des grossesses adolescentes ;
- Encourager les familles à soutenir leurs filles tout au long de leur scolarité ;
- Plaider pour la création d'infrastructures scolaires supplémentaires adaptées aux besoins des filles.

3. Résultats attendus

À travers ce plaidoyer, il est attendu une augmentation significative du taux de scolarisation et de maintien des filles dans l'enseignement fondamental et secondaire dans la commune de Dialakorôba. Une meilleure implication des parents dans le suivi scolaire des filles devrait se traduire par une réduction des mariages et grossesses précoces ainsi qu'une diminution notable des abandons scolaires. Par ailleurs, la mobilisation des autorités locales, de la société civile (ONG, associations) et des leaders communautaires devrait permettre de renforcer les infrastructures éducatives, de créer un environnement scolaire plus inclusif et sécurisé pour les filles et d'instaurer des programmes locaux d'accompagnement et de sensibilisation durable au sein de la communauté.

III. Approche du plaidoyer

1. Méthodologie

Le plaidoyer en faveur de la scolarisation des filles dans la commune de Dialakorôba adoptera une approche participative et inclusive, adaptée aux réalités socioculturelles locales. La méthodologie repose sur des actions de sensibilisation, de dialogue communautaire et d'interpellation des décideurs. Il s'agira de combiner des sessions d'information de proximité, des rencontres avec les leaders communautaires et religieux, des forums avec les parents d'élèves ainsi que des plaidoyers institutionnels auprès des autorités éducatives.

2. Autorités ciblées

Les autorités ciblées par ce plaidoyer sont principalement : la direction régionale de l'éducation de Koulikoro (chef-lieu), le cercle scolaire de Kati (chef-lieu), ainsi que les collectivités territoriales (maire, conseil communal de Dialakorôba). Ces acteurs ont un rôle crucial dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques éducatives locales, et leur engagement est indispensable pour lever les obstacles structurels identifiés.

3. Bénéficiaires ciblées

Les bénéficiaires de ce plaidoyer sont les filles en âge d'être scolarisées dans l'enseignement fondamental et secondaire dans la commune rurale de Dialakorôba, ainsi que leurs familles et la communauté dans son ensemble. À travers l'amélioration des conditions d'accès et de maintien des filles à l'école, ce plaidoyer vise à renforcer leur autonomisation, leur épanouissement personnel et à promouvoir l'égalité des chances entre filles et garçons dans la localité.



« Sourires d'avenir, éclats d'espoir. Après la collecte des données, un moment de joie partagée avec les élèves, filles et garçons de Dialakôrôba. Leur enthousiasme nous rappelle que derrière chaque statistique, il y a des visages, des rêves et des destins à construire ».

« Éduquer une fille, c'est illuminer l'avenir d'une nation. »

IV. Recommandations actionnables

1. Messages clés

- L'éducation des filles est un droit fondamental et un levier de développement ;
- La lutte contre les mariages précoces et les grossesses adolescentes est indispensable ;
- Tous les acteurs doivent s'impliquer davantage pour améliorer les conditions d'apprentissage.

2. Recommandations par acteurs

- **Parents** : alléger la charge domestique des filles, assurer un suivi régulier de leur scolarité ;
- **Enseignants** : développer un accompagnement spécifique pour les filles en difficulté ;
- **Leaders communautaires** : combattre les stéréotypes et promouvoir la valeur de l'éducation des filles ;
- **Autorités locales** : renforcer les infrastructures et recruter davantage d'enseignantes ;
- **ONG et partenaires** : soutenir des programmes de sensibilisation, des bourses et des cantines scolaires.

Références Bibliographiques

1. Ministère de l'Éducation nationale du Mali (2022). Rapport annuel sur la scolarisation et l'abandon scolaire des filles. <https://www.education.gov.ml>
2. Institut National de la Statistique (INSTAT) (2023). Indicateurs de l'éducation au Mali : enquête EMOP 2022. <http://www.instat-mali.org>
3. World Bank Group (2022). Girls' Education in the Sahel: Accelerating Progress. <https://www.worldbank.org/en/topic/education/publication/girls-education-in-the-sahel-accelerating-progress>
4. Cluster Education Mali. <https://educationcluster.net/mali>

Chapitre 3 : Jeunesse, numérique et transformations sociopolitiques dans les Etats du Sahel

Dans un contexte marqué par la centralité croissante des technologies numériques, la jeunesse sahélienne se trouve à la croisée de nouvelles opportunités et de nouvelles formes d'exclusion. Ce chapitre analyse le numérique comme un espace de recomposition des trajectoires juvéniles, de participation citoyenne et d'innovation sociale, tout en soulignant les risques liés à la persistance de fractures numériques et institutionnelles. En mobilisant des études de cas au Niger et au Burkina Faso, il explore les conditions dans lesquelles le numérique peut devenir un levier d'inclusion sociale et de consolidation de la paix.

Section 1 : L'inclusion numérique des jeunes à Niamey : enjeux, perceptions et perspectives de formation

Par TAMPONE ISSA Malika

Introduction

1. Définition du problème

Dans un monde de plus en plus digitalisé, les compétences numériques sont devenues essentielles pour les jeunes. Cependant, à Niamey, au Niger, de nombreux jeunes (filles et garçons) âgés de 15 à 25 ans n'ont pas accès à des formations adaptées ou ne possèdent pas les compétences nécessaires pour tirer parti des opportunités offertes par les technologies. Ce manque peut freiner leur développement personnel, éducatif, et professionnel.

2. Résumé des résultats de la recherche et de votre position

Deux enquêtes menées au Niger auprès de jeunes de 15 à 25 ans révèlent un accès encore limité aux Technologies de l'Information et de la Communication (TICs), notamment en ce qui concerne l'ordinateur personnel, auquel seuls environ 50 % des jeunes ont accès. L'usage quotidien d'Internet est plus répandu chez les universitaires (58%) que chez les élèves du secondaire (41 %). Les TICs sont principalement utilisés pour les études, les réseaux sociaux, et, dans le cas des universitaires, pour la recherche d'emploi. Toutefois, les compétences numériques restent faibles : la majorité des jeunes ne maîtrise que les outils de base comme le Pack Office, et peu ont bénéficié d'une formation formelle.

Les principaux freins identifiés sont le coût élevé du matériel, l'accès limité à Internet et le manque de formation. Malgré ces obstacles, les jeunes perçoivent les TICs comme un levier essentiel pour l'éducation, l'emploi et l'entrepreneuriat, et expriment un fort intérêt pour des formations en bureautique, programmation, cybersécurité et marketing digital.

Un focus group avec des jeunes filles met en lumière une fracture numérique de genre : leur accès aux TICs se fait presque exclusivement via le téléphone, souvent pour le divertissement, et elles manquent de moyens et de formations adaptées, ce qui accentue leur vulnérabilité numérique.

Les points de vue institutionnels divergent sur cette question. Le Spécialiste de la Perspective et du Développement des Usages Numériques de l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI) nie l'existence d'une fracture de genre et mise sur des projets comme les villages intelligents pour connecter les zones rurales. À l'inverse, le Directeur Général de l'Agence de Technologie de l'Information et de la Communication Digitale (ATIC_DIGITALE) confirme cette fracture, qu'elle attribue aux stéréotypes sociaux, et propose des formations pratiques malgré des défis importants liés aux infrastructures, au coût des équipements et à la sécurité dans les zones rurales.

Une enquête complémentaire auprès de parents, éducateurs et tuteurs montre une prise de conscience unanime de l'importance des TICs pour les jeunes. Ces adultes recommandent des formations en bureautique, création de contenu, programmation et sécurité numérique, tout en exprimant des préoccupations sur les dérives possibles comme la cybercriminalité ou l'usage abusif des réseaux sociaux. Ils proposent des mesures telles que l'encadrement des jeunes, la fixation de limites et l'intégration de tablettes dans les kits scolaires.

Enfin, l'absence d'une politique nationale validée sur les TICs et le manque de données officielles de l'Institut National de la Statistique (INS) freinent la mise en œuvre cohérente des initiatives et rendent difficile l'évaluation précise du secteur numérique au Niger.

3. Brève implication

Les résultats de cette recherche impliquent :

- la nécessité urgente de politiques publiques inclusives, validées et appliquées ;
- le besoin d'infrastructures numériques accessibles, notamment en zones rurales ;
- l'importance de programmes de formation TICs adaptés, abordables et sensibles au genre ; l'urgence de collecter des données fiables pour mieux planifier et suivre le développement du numérique ;
- un enjeu stratégique : sans action rapide, le Niger risque de creuser encore davantage la fracture numérique, notamment pour les filles et les jeunes des zones défavorisées, et de manquer le potentiel des TICs comme levier de développement.

I. Analyse contextuelle

1. État des lieux

Le Niger, pays sahélien avec une population majoritairement jeune (67 à 70% des Nigériens ont moins de 25 ans, selon l'UNFPA et l'INS Niger), fait face à de nombreux défis socio-économiques. Le taux de chômage et d'inactivité chez les jeunes reste élevé, notamment en milieu urbain comme à Niamey, où près de 30% des jeunes diplômés sont sans emploi formel (Banque mondiale, OIT). Malgré un certain essor des Technologies de l'Information et de la Communication (TICs), l'accès à des équipements informatiques (moins de 10% des jeunes possèdent un ordinateur, ANSI Niger), à Internet (seulement 45% des jeunes urbains à Niamey y ont accès, UIT 2024) et surtout à des formations numériques de qualité (moins de 5% des jeunes suivent des certifications, PNUD) demeure très limité pour une grande partie de la jeunesse.

Dans ce contexte, de nombreux jeunes âgés de 15 à 25 ans (20,5% de la population totale, UNICEF) à Niamey ne disposent ni des ressources, ni des accompagnements nécessaires pour développer des compétences numériques de base ou avancées. Pourtant, ces compétences sont aujourd'hui essentielles, non seulement pour l'éducation et l'emploi, mais aussi pour l'entrepreneuriat, l'innovation et la participation citoyenne. L'écart de genre aggrave la situation : les jeunes femmes ont 2 fois moins accès aux TIC que les hommes (PNUD 2023).

Ce décalage entre les besoins du monde actuel et la réalité locale crée une fracture numérique qui freine l'autonomisation des jeunes et leur insertion socio-économique, dans un pays où 1 jeune sur 4 en zone rurale n'a jamais utilisé Internet (ANSI 2023).

2. Problématique

Dans un contexte mondial où les compétences numériques sont devenues un pilier essentiel du développement personnel, professionnel et économique, une large tranche de la jeunesse nigérienne en particulier à Niamey reste exclue de cette dynamique. Ce fossé s'explique principalement par un accès limité aux équipements numériques, à une connexion Internet fiable, et surtout par l'absence de formations adaptées aux besoins réels des jeunes. Cette exclusion numérique renforce les inégalités sociales, limite considérablement les opportunités éducatives et professionnelles, et prive la jeunesse nigérienne de sa capacité à participer activement à la société numérique. Face à cette situation, il devient

urgent et impératif de mettre en place des actions concrètes et inclusives pour initier les jeunes aux compétences TIC, réduire la fracture numérique et leur permettre de devenir des acteurs à part entière du développement du pays.

3. Positions des différentes parties prenantes

Chaque partie prenante exprime un intérêt marqué et une attitude globalement positive envers cette étude, soulignant l'importance des TICs comme levier de développement.

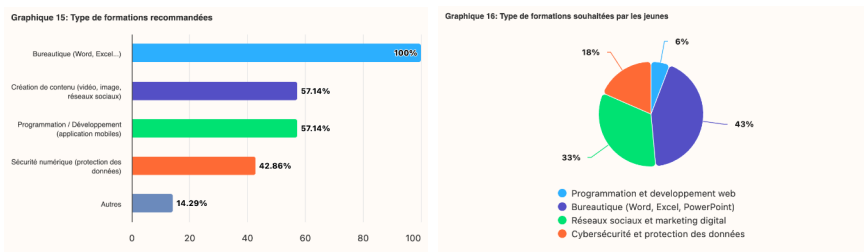
La fracture numérique, notamment de genre, est un point de divergence entre les acteurs. Tandis que l'ANSI adopte une approche institutionnelle et optimiste, misant sur des projets structurants, ATIC_DIGITALE met en lumière les inégalités concrètes sur le terrain, notamment liées aux stéréotypes sociaux et aux conditions d'accès.

Les jeunes manifestent un fort intérêt pour les TICs, perçues comme un outil d'émancipation, mais restent freinés par des obstacles structurels (accès, compétences, formations).

Les adultes encadrants, bienveillants mais démunis, encouragent les usages éducatifs tout en appelant à un encadrement plus clair face aux risques.

L'ensemble de ces constats souligne un besoin urgent de coordination, d'infrastructures, de politiques inclusives et de formations adaptées pour faire des TICs un véritable levier d'inclusion et de développement.

Les données ci-après collectées auprès des cibles attestent de cela :





II. Objectifs et résultats du plaidoyer

1. Objectif Général

Renforcer les compétences en TICs des jeunes de 15 à 25 ans à Niamey, afin de favoriser leur émancipation social et autonomisation économique à travers la création de projets numériques autonomes, le développement de leur capacité à utiliser les outils numériques pour l'entrepreneuriat et la sensibilisation sociale.

2. Objectifs spécifiques

- Former les jeunes aux compétences de base en TICs ;
- Encourager l'entrepreneuriat numérique chez les participants ;
- Promouvoir la sensibilisation à des enjeux sociaux par les TICs ;
- Créer un environnement d'apprentissage collaboratif et de soutien ;
- Développer des compétences en gestion de projets numériques.

3. Résultats et changements attendus

- Les jeunes sont formés aux compétences de base en TICs ;
- L'entrepreneuriat numérique est encouragé chez les participants ;
- Les jeunes utilisent les TICs pour parler de sujets importants dans leur communauté ;
- Les compétences en gestion de projets numériques sont développées ;
- Un environnement d'apprentissage collaboratif et de soutien est créé.

III. Approche méthodologique

1. Méthodologie adoptée

- Organiser des ateliers participatifs avec des méthodes actives pour que les jeunes apprennent en créant des projets utiles pour leur communauté ;
- Utiliser les réseaux sociaux et les radios locales pour sensibiliser et attirer les jeunes et leurs familles ;
- Mettre en place un système de mentorat. Des professionnels du numérique et des enseignants accompagnent les jeunes ;
- Créer des partenariats avec les écoles, centres de formation et associations pour aider à identifier et mobiliser les bénéficiaires ;
- Développer une stratégie de suivi-évaluation simple. Utiliser des questionnaires et entretiens pour mesurer les progrès et adapter les formations.

2. Autorités cibles

- Ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement professionnel et de la Promotion des langues nationales : pour intégrer les modules de compétences numériques de base dans les programmes scolaires ;
- Ministre de la Communication, des Postes et de l'Économie numérique : pour soutenir l'accès aux infrastructures numériques et favoriser la mise en place de politiques de formation inclusives ;
- Municipalité de Niamey : pour appuyer la mise à disposition d'espaces communautaires équipés pour la formation numérique ;
- Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI) : pour obtenir un engagement à actualiser et valider une politique nationale sur les TICs intégrant l'égalité de genre et la formation des jeunes.

3. Populations cibles

- Les jeunes de 15 à 25 ans vivant à Niamey ;
- Les parents, tuteurs et éducateurs, en tant que relais essentiels pour accompagner les jeunes et renforcer leur usage responsable des TICs ;

- Les enseignants du secondaire et formateurs locaux, qui bénéficieront d'outils et compétences pour intégrer l'éducation numérique dans leur pédagogie.

IV. Recommandations actionnables

1. Messages clés du plaidoyer

- *« Former nos jeunes aux TICs, c'est leur donner un avenir et renforcer notre économie locale » ;*
- *« Une jeunesse connectée et formée, c'est un Niger plus fort, plus inclusif et plus innovant » ;*
- *« Légalité d'accès aux compétences numériques pour les filles et les garçons est un droit, pas un privilège ».*

2. Recommandations pour les parties prenantes

Ministères et autorités locales

- Intégrer des modules de compétences numériques de base dans les programmes scolaires ;
- Inclure l'éducation aux usages responsables des TICs, avec un focus sur l'égalité des genres ;
- Améliorer l'accès aux infrastructures numériques dans les écoles et centres communautaires ;
- Réduire la fracture entre zones urbaines et rurales.

ANSI et institutions publiques :

- Accélérer la validation d'une politique nationale sur les TICs ;
- Prendre en compte les besoins des jeunes et la fracture de genre ;
- Renforcer les projets comme les villages intelligents ;
- Assurer leur déploiement dans les quartiers défavorisés de Niamey.

ATIC_DIGITALE et organismes de formation

- Étendre les formations pratiques en TICs aux écoles publiques et associations locales ;
- Renforcer les partenariats avec entreprises et ONG ;
- Mutualiser les ressources : salles, équipements, experts.

Parents et éducateurs

- Encourager les jeunes à suivre des formations numériques ;
- Promouvoir un usage éducatif et professionnel des TICs ;
- Sensibiliser aux risques : cybercriminalité, désinformation, dépendance ;
- Accompagner les jeunes vers un usage responsable.

Partenaires techniques et financiers

- Soutenir les initiatives locales par des financements et du matériel ;
- Fournir ordinateurs, tablettes et connexion Internet ;
- Appuyer des campagnes de sensibilisation ;
- Valoriser les bonnes pratiques et l'autonomisation des jeunes filles.

Ces recommandations visent à réduire les inégalités numériques, renforcer l'employabilité des jeunes et créer un environnement favorable à l'innovation à Niamey.

Références bibliographiques

1. Données démographiques (UNFPA & INS Niger)

- Population jeune (<25 ans) = 67-70% (UNFPA - État de la population mondiale (Niger) & INS Niger - Annuaire statistique (voir section "Démographie")) 20,5% des Nigériens ont 15-24 ans (UNICEF) UNICEF Niger - Country Profile

2. Chômage des jeunes (Banque mondiale & OIT)

- 30% des jeunes diplômés sans emploi formel à Niamey (Banque mondiale - Niger Employment Data & OIT Niger - Rapport sur l'emploi des jeunes (Chercher "Niger youth employment report"))

3. Fracture numérique (ANSI Niger, UIT, PNUD)

- 10% des jeunes possèdent un ordinateur (ANSI) ANSI Niger - Statistiques TIC (Rubrique "Publications")
- 45% des jeunes à Niamey ont accès à Internet (UIT) UIT - Global Connectivity Report 2024
- <5% des jeunes ont des formations numériques (PNUD) PNUD Niger - Rapport sur le développement humain
- Les femmes ont 2x moins accès aux TIC (PNUD) PNUD Niger - Genre et numérique

Section 2 : Le numérique comme levier de la jeunesse de Dedougou pour la consolidation de la paix

Par BORO Lamonon Stephane

Introduction

1. Définition du problème

Au Burkina Faso, les dynamiques de paix et de cohésion sociale sont de plus en plus fragilisées par une série de facteurs interconnectés : crises sécuritaires, marginalisation sociale, chômage des jeunes, inégalités d'accès à l'éducation et aux opportunités économiques.

Dans ce contexte, la jeunesse qui représente environ **77 % de la population burkinabè** (INSD, 2023) peine à trouver sa place dans les processus de construction de la paix. Leur potentiel d'innovation, de mobilisation et d'engagement citoyen reste sous-exploité. Le taux de chômage chez les jeunes de 15 à 35 ans dépasse **12 %**, et beaucoup restent confinés à des rôles marginaux dans les processus de paix et de développement local.

Parallèlement, le numérique devient un outil incontournable car il transforme profondément les modes de communication, d'apprentissage et d'organisation collective. En 2023, le pays comptait environ **8,5 millions d'utilisateurs d'Internet**, soit un taux de pénétration de près de 40 %. Les jeunes sont les principaux utilisateurs des réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, TikTok), qu'ils utilisent pour s'informer, s'exprimer, ou se mobiliser.

Toutefois, ce potentiel est freiné par des obstacles majeurs : fracture numérique entre zones urbaines et rurales, faible niveau de formation numérique, manque de politiques d'inclusion technologique, et perception du numérique comme un danger plutôt qu'une opportunité. D'où la nécessité de poser une question centrale:

Comment la jeunesse de Dédougou peut-elle utiliser le numérique pour surmonter les problèmes sociaux, économiques et institutionnels afin de devenir un acteur clé de la consolidation de la paix au Burkina Faso ?

2. Résumé des résultats de la recherche et de votre position

La recherche participative menée en mai 2025 à Dédougou, s’est appuyée sur une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives : entretiens semi-directifs, focus group, questionnaires et observations. Au total, **70 jeunes** ont participé, principalement des étudiants âgés de 19 à 25 ans, originaires de la région. Les résultats révèlent un intérêt marqué pour le numérique : 88,6% des répondants affirment avoir un accès régulier à Internet, principalement via leur smartphone, à domicile ou dans les établissements éducatifs. Pourtant, seule une minorité (15,7%) a déjà bénéficié d’une **formation en compétences numériques**, et seulement 20 % ont déjà participé à une initiative numérique pour la paix. Malgré cela, 75,7 % des jeunes reconnaissent que la jeunesse a un rôle actif à jouer dans la consolidation de la paix. Et surtout, 82,9 % se disent motivés à s’impliquer dans des projets numériques en faveur de la paix. Ces chiffres traduisent un déséquilibre : la motivation et la conscience de leur rôle sont bien là, mais les opportunités d’engagement et l’accès à la formation restent faibles.

Tableau récapitulatif des données

Catégorie	Éléments observés
Âge des participants	Majoritairement entre 19 et 25 ans (100 %)
Localisation	Tous les participants sont originaires de Dédougou (100 %)
Statut	Principalement étudiants (université ou écoles de formation) – environ 90 %
Genre	Mixité hommes/femmes, avec une légère majorité masculine – environ 55 % hommes
Accès au numérique	88,6 % ont un accès régulier à Internet, principalement via smartphone
Obstacles rencontrés	Coût élevé des données, mauvaise connexion, faible alphabétisation numérique
Implication dans la paix	75,7 % estiment que les jeunes jouent un rôle actif, mais seuls 20 % y ont déjà participé
Motivation exprimée	82,9 % motivés à s’impliquer dans des projets numériques pour la paix
Idées/propositions émises	• Campagnes de sensibilisation via les réseaux sociaux • Formations numériques adaptées • Mise en place d’espaces d’expression jeunes

3. Brève des implications

Les résultats de cette recherche révèlent un paradoxe puissant : une jeunesse connectée, consciente de son rôle dans la construction de la paix, et profondément motivée à agir, mais laissée en marge, faute d'accompagnement, de formations adaptées et d'espaces d'engagement structurés. Cette dynamique pose des enjeux cruciaux pour les décideurs publics, les organisations de la société civile, les bailleurs de fonds et les institutions éducatives. Il devient urgent de créer des cadres d'action concrets, inclusifs et durables pour permettre aux jeunes de s'approprier pleinement les outils numériques comme leviers d'impact social et de transformation locale. La jeunesse de Dédougou n'a pas besoin d'être convaincue : elle a simplement besoin d'être soutenue.

I. Analyse contextuelle

1. État des lieux de la situation

À Dédougou, la jeunesse représente une force vive dotée d'un grand potentiel d'innovation sociale. Cependant, elle fait face à des défis importants liés à la cohésion sociale, à l'exclusion socio-économique et à la faiblesse de son implication dans les dynamiques locales de paix. Parallèlement, le numérique connaît une expansion rapide au Burkina Faso, redéfinissant les modes d'interaction, d'apprentissage et d'organisation collective.

Les jeunes interrogés dans cette étude majoritairement âgés de 19 à 25 ans, pour 88,6 % ayant un accès régulier à Internet, sont déjà actifs sur les réseaux sociaux. Pourtant, leur mobilisation numérique pour des causes sociales, et en particulier pour la paix, reste encore très marginale : seuls 20 % déclarent avoir déjà participé à une initiative de ce type.

La fracture numérique (qualité de connexion, coût des données), le manque de formation spécifique, l'absence de cadres institutionnels de soutien, et un déficit de reconnaissance du rôle citoyen des jeunes sont autant de freins à l'expression de leur potentiel. Pourtant, plus de 82 % se disent prêts à s'engager dans des projets numériques pour la paix, si les conditions étaient réunies.

2. Problématique

Cette situation met en lumière un paradoxe : une jeunesse motivée, connectée, consciente de son rôle potentiel, mais empêchée de passer à l'action par des contraintes structurelles. Les enjeux sont les suivants :

- une participation numérique peu structurée, malgré une forte activité en ligne;
- une fracture numérique qui renforce les inégalités sociales et géographiques;
- une absence d'accompagnement stratégique dans l'usage du numérique à des fins citoyennes;
- une perception limitée du numérique comme outil de paix et de transformation sociale.

3. Positions des parties prenantes

L'analyse des entretiens et focus groups révèle que :

- les jeunes sont motivés, mais réclament formation, cadre et soutien;
- les acteurs éducatifs reconnaissent le potentiel du numérique mais manquent de moyens pour le traduire en actions concrètes;
- les autorités locales sont conscientes des enjeux mais peinent à intégrer le numérique dans les politiques jeunesse et paix;
- les ONG et associations agissent, mais leurs interventions manquent souvent de coordination;
- la communauté dans son ensemble perçoit positivement les initiatives numériques, à condition qu'elles soient bien encadrées.

4. Justification

Promouvoir l'engagement numérique des jeunes pour la paix n'est pas un luxe, mais une nécessité stratégique pour :

- renforcer l'inclusion sociale et le pouvoir d'agir d'une jeunesse trop souvent marginalisée;
- faire du numérique un outil de dialogue, de création de lien, et de prévention des conflits;

- développer des compétences utiles à l'emploi et à la citoyenneté active;
- créer des modèles reproductibles à l'échelle régionale et nationale.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

1. Objectif principal

Promouvoir un cadre structuré et inclusif permettant aux jeunes de Dédougou de développer et porter des initiatives numériques citoyennes, à travers la formation, l'accompagnement, la mise en réseau et le soutien à l'action concrète, afin de renforcer leur rôle dans la consolidation de la paix et de la cohésion sociale.

2. Objectifs spécifiques

- Mettre en place un programme local d'engagement numérique pour la paix, co-construit avec les jeunes;
- organiser des ateliers de formation en compétences numériques citoyennes et en éducation à la paix;
- créer un cadre d'accompagnement multi-acteurs (collectivités, ONG, écoles, leaders communautaires);
- soutenir le lancement de micro-projets numériques de sensibilisation à la cohésion sociale;
- promouvoir l'utilisation responsable et critique des réseaux sociaux comme espace de dialogue communautaire.

3. Résultats et changements attendus

- Pour les jeunes : développement de compétences numériques, renforcement de l'engagement citoyen, reconnaissance institutionnelle de leur rôle dans la paix;
- pour la communauté : amélioration de la communication intergénérationnelle, réduction des tensions sociales, émergence de nouveaux leaders jeunes;
- pour les acteurs locaux : meilleure articulation entre jeunesse, numérique et politiques locales de développement et de cohésion;
- pour le système : modèle reproductible pour d'autres villes du Burkina Faso, contribuant à la stratégie nationale de transformation digitale.

III. Approche

1. Méthodologie à adopter (tactiques et stratégies pour atteindre les cibles)

L'approche de plaidoyer adoptée repose sur trois piliers : la mobilisation communautaire, la communication stratégique et la collaboration inter-institutionnelle. Le but est de faire entendre la voix des jeunes et de traduire les résultats de la recherche en actions concrètes auprès des décideurs.

Tactiques prévues :

- **rencontres ciblées** : organisation de séances d'échanges avec les autorités municipales, les directions éducatives, les organisations de jeunesse et les partenaires techniques;
- **présentation formelle du plaidoyer** : élaboration d'un support clair (brochure, PPT ou infographie) accompagné du document de plaidoyer, appuyé par des données chiffrées et des témoignages de jeunes;
- **ateliers participatifs** : sessions de co-construction avec les jeunes, les associations locales et les représentants des institutions pour affiner les actions à mettre en œuvre;
- **valorisation des bénéfices** : insistance sur les impacts attendus du projet pour chaque acteur (paix sociale, engagement citoyen, stabilité locale, innovation sociale, emploi);
- **proposition d'actions concrètes** : chaque rencontre intégrera des recommandations applicables et réalistes basées sur les capacités locales.

2. Autorités ciblées

- Conseil régional de la Boucle du Mouhoun;
- mairie de Dédougou;
- responsables de structures éducatives ou de centre de formation;
- responsables d'associations et de structures de jeunesse dans la province;
- partenaires techniques et financiers (ONG, associations, structures).

3. Populations ciblées

- **Jeunes de Dédougou** : bénéficiaires directs de l'initiative, porteurs de projets, relais communautaires;
- **enseignants et encadrants locaux** : contributeurs à la formation et à la diffusion des pratiques numériques responsables;
- **parents et familles** : facilitateurs de l'engagement des jeunes et soutien communautaire;
- **communauté locale** : bénéficiaire indirecte via l'amélioration du vivre-ensemble et de la cohésion sociale;
- **acteurs institutionnels et techniques** : partenaires pour la structuration, le financement et la pérennisation des initiatives.

IV. Recommandations actionnelles

1. Messages clés du plaidoyer

- Former les jeunes au numérique pour la paix, c'est construire la stabilité de demain;
- Le numérique est une langue que la jeunesse parle déjà : donnons-lui les outils pour s'en servir au service de la cohésion sociale;
- Un jeune connecté, formé et engagé devient un bâtisseur de paix;
- À Dédougou, la paix passera par l'engagement numérique structuré des jeunes;
- Investir dans les initiatives numériques citoyennes des jeunes, c'est investir dans l'avenir de la communauté.

RESPONSABLE (S)	ACTIONS	FINALITES
À la Mairie de Dédougou	- reconnaître et intégrer les initiatives numériques pour la paix dans les plans de développement local; - faciliter l'accès à des espaces municipaux connectés (cyber, salles polyvalentes) pour les activités.	- valoriser le rôle de la commune dans la stabilité locale; - créer un environnement favorable à l'émergence de projets jeunes.
Aux autorités éducatives et structures jeunesse	- promouvoir les compétences numériques civiques dans les parcours de formation; - soutenir l'organisation de clubs et de sessions de formation dans les écoles et centres de formation.	- intégrer la paix et le numérique dans les priorités pédagogiques locales; - encourager l'engagement des jeunes dans des cadres sécurisés.
Aux ONG, associations et partenaires techniques et financiers	- financer ou co-financer des projets numériques citoyens jeunes; - offrir des modules de formation adaptés au contexte local; - accompagner le montage de projets pilotes.	- assurer la montée en compétence des jeunes; - produire des résultats visibles pour inspirer d'autres localités.
Aux familles et leaders communautaires	- encourager les jeunes à participer à des initiatives numériques utiles; - participer à des dialogues communautaires intergénérationnels.	- favoriser l'acceptation sociale du numérique comme outil de paix; - renforcer la cohésion et le soutien social autour des jeunes.

Références bibliographiques

1. SEARCH FOR COMMON GROUND, Forum sur le numérique et la cohésion sociale, Bruxelles, Search for Common Ground, 2024, 120 p.
2. STUDIO YAFA, "Burkina : 250 jeunes filles et femmes en campagne digitale pour la paix", Studio Yafa, Ouagadougou, Studio Yafa, 2025, pp 15-28; Article disponible sur <https://www.studioyafa.org/article-paix> , Consulté le 05 mars 2025;
3. GODRIE, B. & HECK, I., L'approche participative, la recherche-action et leurs principales méthodes, Paris, Éditions de la Recherche Sociale, 2019, 230 p;
4. BUILD UP, "Susciter l'utilisation de la technologie pour la consolidation de la paix dans l'espace CEDEAO", Dakar, Build Up, 2022, 95 p ; Article disponible sur <https://www.buildup.org/tech-paix-cedeao> ; Consulté le 05 mars 2025.

Chapitre 4 : Résilience, adaptation et développement local face aux crises contemporaines

Face à la multiplication des chocs climatiques et socio-économiques, les acteurs locaux développent des stratégies d'adaptation qui interrogent les modèles classiques du développement. Ce chapitre s'intéresse aux dynamiques de résilience observées dans les secteurs agricole et éducatif, en mettant l'accent sur les capacités endogènes d'innovation et d'organisation sociale. À travers l'analyse de la résilience des exploitants agricoles et de l'intégration de l'entrepreneuriat en milieu scolaire, il souligne l'importance d'approches territorialisées et participatives pour renforcer la durabilité des politiques de développement au Sahel.

Section 1 : Résilience des exploitants agricoles aux effets du changement climatique au Mali : cas des cotonculteurs de la zone de production agricole de Dioïla

Par Bambo SISSOKO

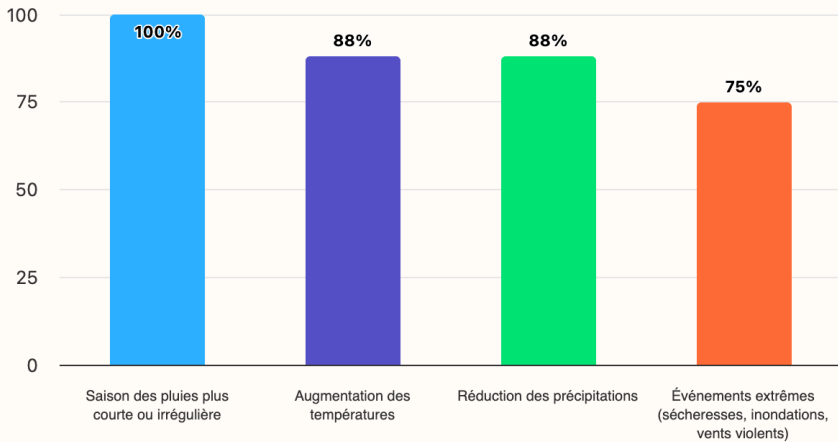
Introduction

Le Mali est un vaste pays sahélien d'une superficie de 1 241 238 km², situé entre les 10e et 25e parallèles de latitude nord et entre les 4° de longitude Est et 12° de longitude Ouest. Il est un pays enclavé, au cœur de l'Afrique de l'Ouest, entouré de plus de 7 000 km de frontière avec sept (7) pays limitrophes. Il représente une zone de transition entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. Le climat du Mali est de type tropical sec. En fonction des quantités des précipitations moyennes annuelles (pluviosités moyennes annuelles), on distingue quatre types de climat à savoir : le climat saharien au Nord du pays, le climat sahélien au Centre du pays, Le climat soudanien dans le Sud, le climat soudano-guinéen dans l'extrême Sud du pays.

Face aux défis croissants posés par le changement climatique, la résilience des exploitants agricoles devient une préoccupation majeure, surtout dans des régions vulnérables comme la zone de Dioïla. Ce document de plaidoyer s'inscrit dans le cadre d'une recherche-action participative visant à explorer et à renforcer la capacité d'adaptation des cotonculteurs locaux face aux effets néfastes des variations climatiques. En tant que pilier essentiel de l'économie locale et source de subsistance pour de nombreuses familles, la culture du coton doit faire l'objet d'une attention particulière. Les cotonculteurs de Dioïla, tout en faisant face à des conditions climatiques de plus en plus imprévisibles, présentent un potentiel indéniable pour développer des stratégies d'adaptation innovantes et durables.

Diagrammes des changements climatiques observés par les exploitants agricoles

Graphique 17: Changements climatiques observés par les exploitants agricoles



1. Définition du problème

Dans la région de Dioïla au Mali, les exploitants agricoles font face à des défis croissants en matière de résilience face aux effets du changement climatique. La variation climatique représente un défi majeur pour les systèmes agricoles, en particulier pour les cultivateurs de coton, qui subissent des impacts significatifs sur leur production et leur sécurité alimentaire. Ces difficultés engendrent des effets domino : réduction des réserves alimentaires, migration, et endettement accru. Malgré des initiatives communautaires comme les coopératives agricoles, de nombreux agriculteurs font face à des obstacles majeurs à l'adaptation, notamment un manque de ressources financières, des formations techniques insuffisantes, et un accès limité aux semences et aux intrants.

2. Résumé des résultats de la recherche

Les données issues de nos enquêtes ont été synthétisées dans le graphique ci-dessous, illustrant les principales stratégies d'adaptation développées par les exploitants agricoles de la zone de Dioïla, ainsi que les obstacles identifiés à leur mise en œuvre effective.

- Il ressort de cette analyse que la réduction des réserves alimentaires constitue une problématique critique, avec la totalité des producteurs enquêtés déclarant y être confrontés.
- En parallèle, 86 % des producteurs recourent à la migration temporaire ou définitive comme mécanisme de survie.
- L'accès limité aux informations climatiques est également une préoccupation majeure, évoquée par 66 % des répondants.
- De plus, seulement 50 % des producteurs affirment avoir bénéficié d'un soutien technique ou financier, pourtant indispensable à l'adoption de pratiques agricoles plus résilientes.
- Enfin, fait marquant : 85 % des exploitants souhaitent poursuivre la culture du coton, malgré les risques climatiques. Ce résultat traduit l'importance économique de cette filière agricole dans la région.

La tendance générale dégagée par le graphique révèle une prise de conscience croissante des enjeux climatiques, mais aussi des besoins urgents de soutien pour transformer cette conscience en action durable.

3. Brève des implications

Les résultats de cette enquête sur la résilience des exploitants agricoles, plus particulièrement des cotonculteurs de Dioïla, mettent en lumière plusieurs enjeux majeurs. La primauté des difficultés économiques, telles que le manque de ressources financières et de formation technique, constitue un obstacle significatif à l'adoption de pratiques agricoles durables et climato-intelligentes. De plus, l'accès limité aux informations climatiques et aux variétés de semences adaptées souligne l'importance d'un soutien accru de la part des autorités de gestion agricole. Dans le cadre de la recherche-action participative, ces résultats soulignent la nécessité de mobiliser les communautés et de développer des interventions ciblées pour renforcer leur résilience face aux effets du changement climatique. En collaborant avec les exploitants agricoles, nous pouvons mettre en place des solutions durables et adaptées aux réalités locales, favorisant ainsi leur capacité à s'adapter aux impacts climatiques.

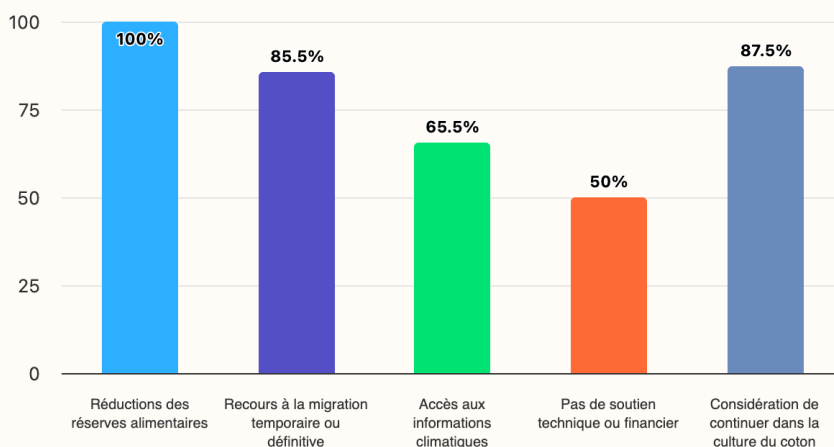
I. Analyse contextuelle

1. État des lieux

La zone de Dioïla se situe dans une région agricole clé du Mali, connue pour la culture du coton, principale culture de rente. Elle bénéficie d'un climat soudano-guinéen, favorable à l'agriculture pluviale, mais reste très vulnérable aux aléas climatiques. La problématique climatique, depuis plusieurs années, les producteurs de coton de Dioïla sont confrontés à : des pluies irrégulières et mal réparties, une hausse des températures, des poches de sécheresse et des inondations ponctuelles, impactant négativement les rendements et la sécurité alimentaire des ménages.

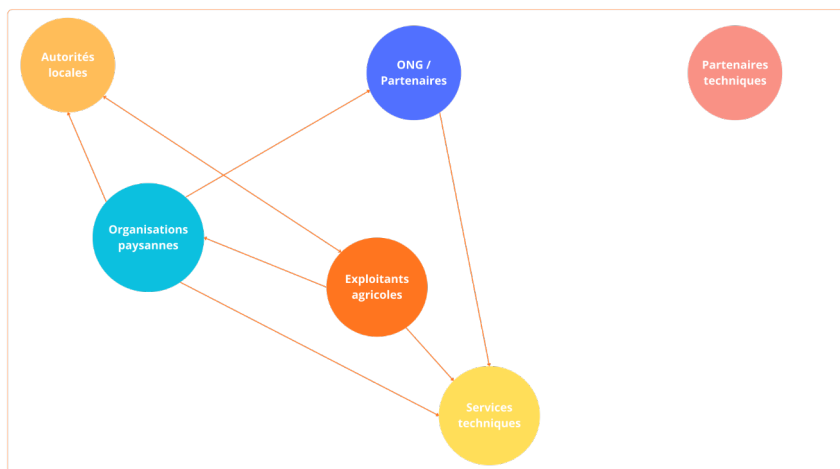
2. Problématique : impacts et implications du problème posé

Graphique 18: Mesures d'adaptation et obstacles rencontrés par les exploitants



3. Positions des différentes parties prenantes

Sur cette l'image suivante nous pouvons constater que les exploitants agricoles sont au cœur du système, directement exposés aux effets du changement climatique. Ils interagissent avec les organisations paysannes (soutien communautaire), les services techniques (appui technique limité), les autorités locales (faiblement outillées). Les ONG et partenaires techniques interviennent de façon ponctuelle, souvent via les services ou organisations locales. Chaque acteur est positionné selon son rôle réel et potentiel dans le système d'adaptation.



4. Justification

La résilience des exploitants agricoles, en particulier les cotonculteurs de la zone de Dioïla, est essentielle face aux effets croissants du changement climatique. Cette région, dépendante de la culture du coton, est vulnérable aux aléas climatiques, compromettant la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des agriculteurs. En impliquant ces derniers dans une recherche-action participative, nous valorisons leur expertise et leurs expériences, favorisant ainsi des solutions adaptées aux réalités locales. Par ailleurs, renforcer leur résilience contribue à la stabilité économique de la région et à la réduction de la pauvreté. Cette démarche collaborative permet également de créer des synergies entre agriculteurs, chercheurs et décideurs, garantissant une approche holistique et durable pour faire face aux défis climatiques.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

1. Objectif Principal

Cette recherche a pour ambition de renforcer la résilience des exploitants agricoles de la zone de Dioïla face aux effets du changement climatique.

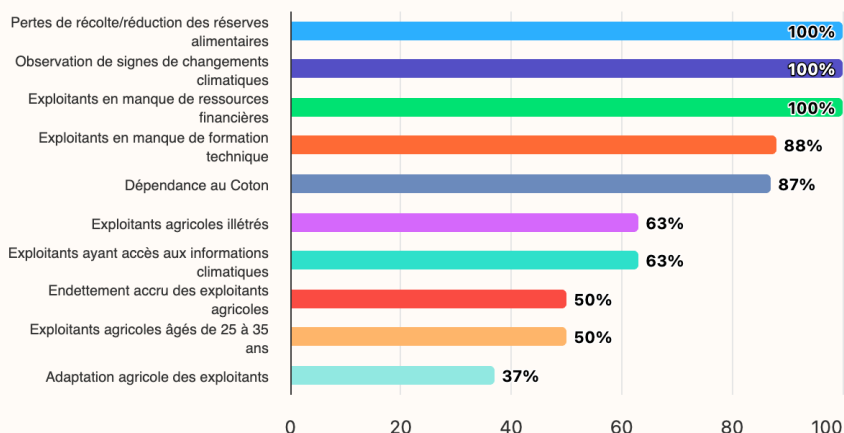
2. Objectifs spécifiques

- Analyser les impacts du changement et les vulnérabilités des exploitants agricoles à Dioïla ;
- Identifier et documenter des stratégies de résilience des agriculteurs, en mettant en évidence leurs défis ;
- Proposer des recommandations concrètes pour l'adaptation des politiques et des pratiques agricoles à Dioïla.

3. Résultats et changements attendus

- Les impacts du changement et les vulnérabilités des exploitants agricoles à Dioïla sont analysés ;
- Des stratégies de résilience des agriculteurs, en mettant en évidence leurs défis sont identifiés et documentés ;
- Des recommandations concrètes pour l'adaptation des politiques et des pratiques agricoles à Dioïla sont proposées.

Graphique 19: Impacts du changement climatique et les vulnérabilités des exploitant



4. Messages clés du plaidoyer

- *La résilience des producteurs ne doit plus être une réaction isolée, mais plutôt priorité collective ;*
- *Le changement climatique ne prévient pas, mais nos communautés peuvent s'y préparer ;*
- *Ce n'est pas le climat qui doit dicter la faim, mais la solidarité doit nourrir l'adaptation*

5. Recommandations pour l'Avenir

Nous espérons qu'avec ces recommandations une résilience des exploitants agricoles sera possible :

- Élaborer et mettre en œuvre des politiques et des stratégies agricoles durables
- Bonne gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement
- Bonne gérance des affaires locales et de développement communautaire
- Soutien au développement rural et à la résilience des exploitants agricoles.
- Rechercher et développer de nouvelles pratiques agricoles durables et résilientes
- Financement des activités agricoles et des pratiques agricoles durables et innovantes
- Défendre les intérêts des producteurs auprès des décideurs

III. Approche

1. Méthodologie à adopter

Pour toucher efficacement les exploitants agricoles de Dioïla dans cette recherche action participative sur la résilience des cotonculteurs aux effets du changement climatique ; il a fallu adopter les méthodes ou stratégies et tacts suivants :

- Faire une revue documentaire c'est-à-dire, étudiez les informations existantes sur le changement climatique, l'agriculture au Mali en général et à Dioïla en particulier et la résilience ;
- Utiliser les outils de collecte comme le questionnaire, le guide d'entretien et le focus group pour recueillir les données ;
- Réaliser des enquêtes pour recueillir des données quantitatives et des entretiens individuels pour des informations plus détaillées ;
- Utiliser le bambara (langue locale) pour faciliter la compréhension ;
- Travailler avec les autorités locales, les ONG, et les associations de producteurs pour maximiser la portée ;
- Recueillir les commentaires des participants tout au long de la recherche pour ajuster la méthodologie si nécessaire ;
- Présenter les résultats aux participants et aux parties prenantes pour valider les conclusions et identifier de possible prochaines étapes.

2. Autorités ciblées

Les autorités aux quelles ce plaidoyer sera et pourrait être adresser sont entre autres :

- Le Ministère de l'Agriculture du Mali
- Le Ministère de l'Environnement et de l'assainissement
- Les collectivités locales (Mairies)
- Les Organisations Non Gouvernementales (ONG)
- Les Institutions de Recherche Agronomique comme l'IPR/IFRA de Katibougou ou l'IER de Sotuba
- Les banques et institutions financières comme la BNDA, FIDA, FAO, la Banque Mondiale, Kafo jiginew
- Les Organisations de Producteurs de Coton ou d'Exploitants Agricoles.

3. Populations (bénéficiaires) ciblées

Dans le cadre de cette recherche action participative, les populations ciblées qui pourront bénéficier de ce plaidoyer sont les exploitants agricoles (cotonculteurs), les fermiers et exploitants agricoles non-cotonculteurs, femme agricultrices, jeunes agriculteurs, organisations communautaires et coopératives.

IV. Recommandations actionnables

Parties Prenantes	Recommandations	Description	Finalités Recherchées
Ministère de l'Agriculture du Mali	Élaboration et mise en œuvre des politiques agricoles durables	Le ministère peut jouer un rôle clé dans le soutien aux pratiques agricoles durables et dans la mise en place de programmes de formation pour les agriculteurs sur la résilience climatique	Soutenir les pratiques agricoles durables, faire développer des programmes de formation sur la résilience aux effets du changement climatiques
Ministère de l'Environnement et de l'assainissement du Mali	Gestion des ressources naturelles et protection de l'environnement	Ce ministère est essentiel pour intégrer les considérations environnementales dans les pratiques agricoles et pour promouvoir des initiatives de reforestation et de conservation des sols.	Associer les observations et études sur l'environnement dans les pratiques agricoles pour promouvoir des initiatives de reforestation et de conservation des sols
Les collectivités locales (Mairies)	Gérance/ Administration des affaires locales et développement communautaire	Les collectivités locales peuvent faciliter la mise en œuvre de projets au niveau communautaire, soutenir l'accès aux ressources et mobiliser les agriculteurs pour des actions collectives.	Favoriser la mise en œuvre des projets dans les communautés au niveau locales
Organisations Non Gouvernementales (ONG)	Soutien au développement rural et à la résilience des exploitants agricoles.	Les ONG peuvent apporter une expertise technique, des financements et des ressources pour des projets pilotes sur la résilience climatique.	Amener des ressources financières les projets pilotes sur la résilience des exploitants agricoles aux effets du changement climatiques
Institutions de Recherche Agronomique	Recherche et développement de nouvelles pratiques agricoles	Ces institutions peuvent porter des recherches sur les variétés de coton résistantes aux conditions climatiques extrêmes et proposer des solutions innovantes pour une Agriculture Durable	Soutenir et maintenir les recherches de façon continue pour des alternatives résistantes et innovantes pour faire face aux effets du changement climatique.
Les banques et institutions financières	Financement des activités agricoles et des pratiques agricoles durables et innovantes	Les banques et institutions financières comme la BNDA, FIDA, FAO, la Banque Mondiale, Kafo jiginew doivent être en mesure de faciliter l'accès aux crédits favorables pour les agriculteurs pour qu'ils investissent dans des technologies et des pratiques agricoles durables.	Renforcer les capacités d'investissement locales dans le domaine agricole et la résilience aux effets du changements climatiques
Organisations de Producteurs de Coton ou d'Exploitants Agricoles	Représentation des intérêts des producteurs auprès des décideurs	Ces organisations peuvent être des alliées précieuses pour mobiliser les agriculteurs et faire entendre leur voix dans le processus décisionnel.	Rassembler les exploitants agricoles et ou les cotonculteurs pour faire valoir leur voix dans les mécanismes de prise de décision

Références Bibliographiques

1. <https://www.helvetas.org/fr/suisse/ce-qu-on-fait/comment-on-travaille/nos-projets/afrique/mali/mali-changement-climatique>
2. https://reporterre.net/IMG/pdf/les_changements_climatiques_au_mali_et_impacts_de_l_agence_meteorologique_du_mali.pdf
3. INSTAT-Mali, 2016. Annuaire de Statistique du Mali 2016. (Www.instat-mali, annuaire16, Pub.pdf)
4. Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement du Mali, 2010. Les changements climatiques au Mali et impacts par Diarra Birama de l'Agence Nationale de la Météorologie du Mali (MALI-METEO)
5. Une majeure partie des données de ce rapport de plaidoyer ont été recueillies auprès des exploitants agricoles eux même grâce aux outils de collecte données (guide d'entretien, focus groupe et le questionnaire).

Section 2 : Insertion des activités parascolaires liées aux métiers et à l'entrepreneuriat dans un lycée public de la commune rurale de Saaba : cas du lycée de Nioko 1

Par Sidoine Flora ZOMBRE

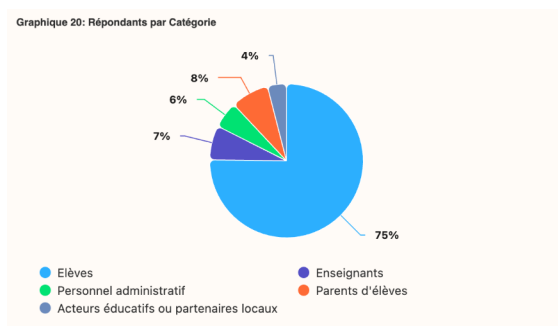
Introduction

1. Définition du problème

Dans le système éducatif actuel, particulièrement en milieu rural comme la commune de Saaba, l'enseignement est majoritairement axé sur les matières académiques. Cette approche, bien que fondamentale, laisse un vide important dans la préparation des jeunes à la vie active. L'absence ou la faiblesse des activités parascolaires structurées, notamment celles liées aux métiers pratiques et à l'entrepreneuriat, constitue un obstacle majeur à l'épanouissement personnel et professionnel des élèves.

2. Résumé des résultats de la recherche et de notre position

Une recherche a été conduite auprès de 125 participants dont les élèves (75,2%), les enseignants (7,2%), le personnel administratif (5,6%), les parents d'élèves (8,0%) et les partenaires locaux (4,0%) du lycée de Nioko 1 dans la commune rurale de Saaba, afin de mieux comprendre les besoins et attentes concernant les activités parascolaires. Soit le diagramme ci-dessous.



Les résultats ont révélé que :

- Plus de 94% des élèves souhaitent des activités complémentaires à l'enseignement académique, axées sur les métiers et l'entrepreneuriat ;
- les enseignants, parents et partenaires éducatifs sont favorables à cette initiative, soulignant l'importance des apprentissages pratiques pour renforcer l'autonomie des jeunes ;
- les obstacles majeurs identifiés concernent surtout le manque de ressources matérielles, humaines et la faible intégration officielle dans les politiques éducatives actuelles.

L'intégration d'activités parascolaires ciblées est une nécessité pour doter les élèves des outils nécessaires à leur insertion future, qu'ils poursuivent des études supérieures ou s'orientent vers le monde du travail ou de l'entrepreneuriat.

Tableau récapitulatif des données

Eléments	Nombre total	Féminin	Masculin
Entretien en ligne	12	3	9
Entretien sur terrain	113	59	54
Total des répondants	125	62	63

Source : ZOMBRE S. Flora, 2025

3. Brève des implications

Les implications de cette situation sont multiples et préoccupantes : un manque de préparation des jeunes face aux réalités du marché de l'emploi, une difficulté à identifier et valoriser leurs talents, un potentiel entrepreneurial inexploité, et, à terme, un frein au développement socio-économique local et national. À l'inverse, l'intégration de ces activités aurait des implications positives directes sur l'employabilité, l'autonomie et l'épanouissement des futurs diplômés tout en passant par la sensibilisation, et la promotion d'activités adaptées pour l'apprentissage des élèves.

I. Analyse contextuelle

1. État des lieux de la situation

Historiquement, le système éducatif public au Burkina Faso a privilégié l'excellence académique. Si cette orientation a ses mérites, elle a souvent relégué au second plan les apprentissages pratiques et l'ouverture sur le monde professionnel.

Au Lycée de Nioko 1, un des établissements clé de la commune de Saaba, cette tendance est particulièrement marquée par l'absence de programmes structurés dédiés à l'orientation professionnelle et à l'initiation à l'entrepreneuriat dans le cadre parascolaire. Les activités existantes sont souvent ponctuelles ou non formalisées, ne permettant pas un impact durable et généralisé sur les élèves.

2. Problématique

La problématique centrale est que l'absence d'activités parascolaires adaptées limite significativement le développement personnel et professionnel des élèves.

Les impacts sont concrets :

- **limitation de l'orientation professionnelle** : les élèves ont peu d'occasions de découvrir concrètement différents métiers ou secteurs d'activité.
- **manque de compétences pratiques** : les savoir-faire techniques et les compétences transversales (communication, résolution de problèmes, travail d'équipe) peu abordés en classe ne sont pas développés.
- **faible esprit entrepreneurial** : les jeunes ne sont pas initiés à la création de valeur, à l'identification d'opportunités ou à la gestion de projet.
- **réduction de l'employabilité** : sans ces compétences et cette ouverture, leur insertion sur le marché du travail est plus difficile.
- **potentiel inexploité** : de nombreux talents et passions restent méconnus et non valorisés.

3. Positions des différentes parties prenantes

Bien que notre recherche vise à documenter précisément ces positions, l'analyse préliminaire soulève que :

- les élèves sont en attente d'activités plus concrètes et d'une meilleure préparation à leur avenir post-lycée. Leurs aspirations professionnelles et entrepreneuriales existent mais manquent de canaux d'expression et de soutien ;
- les enseignants reconnaissent potentiellement les limites de l'enseignement purement académique mais manquent de temps, de ressources ou de formation pour intégrer des activités pratiques ;
- le personnel administratif et la Direction du Lycée sont conscients des défis d'orientation et d'insertion des élèves et sont ouverts à des initiatives innovantes, sous réserve de faisabilité organisationnelle et financière ;
- les parents d'élèves souhaitent majoritairement le succès de leurs enfants et sont favorables à des activités renforçant leurs perspectives d'avenir ;
- les acteurs éducatifs locaux et partenaires (ONG, entreprises, artisans) représentent un potentiel de collaboration important, mais leurs contributions doivent être structurées et coordonnées avec l'établissement scolaire.

4. Justification

L'intégration des activités parascolaires liées aux métiers et à l'entrepreneuriat au Lycée de Nioko 1 n'est pas une option, mais une nécessité stratégique pour plusieurs raisons :

- répondre aux besoins du marché de l'emploi ;
- favoriser l'autonomie et la résilience ;
- valoriser les talents diversifiés ;
- renforcer le lien école-communauté ;
- améliorer la motivation et l'engagement des élèves.

Cette démarche est en cohérence avec :

- la Loi n°013-2007/AN portant loi d'orientation de l'éducation au Burkina Faso, qui encourage l'acquisition de compétences pratiques et professionnelles ;
- la Stratégie Nationale d'Education et de Formation Technique et Professionnelle (SNEFTP), qui promeut une éducation orientée vers l'insertion professionnelle des jeunes ;
- les recommandations de l'Union Africaine dans l'Agenda 2063, appelant à renforcer les compétences entrepreneuriales des jeunes africains ;
- l'UNESCO, qui insiste sur l'intégration des compétences de vie et de travail dans l'éducation secondaire pour préparer les jeunes aux défis du 21ème siècle.

Le choix du Lycée de Nioko 1 maximise l'impact potentiel de ce projet sur une large population d'élèves qui en a particulièrement besoin.

II. Objectifs et résultats du plaidoyer

1. Objectif Principal

Promouvoir et intégrer durablement des activités parascolaires axées sur les métiers et l'entrepreneuriat dans un lycée public de la commune de Saaba, afin de renforcer les compétences pratiques et l'esprit entrepreneurial des élèves.

2. Objectifs spécifiques

- Mettre en place un club "Métiers et Entrepreneuriat" au sein du lycée, animé par des volontaires (enseignants, professionnels locaux) ;
- organiser des ateliers pratiques réguliers (au moins une fois par mois) sur des thématiques variées ;
- mettre en place des visites d'entreprises locales et de centres de formation professionnelle pour exposer les élèves à la réalité du monde professionnel ;
- organiser un évènement annuel "Journée des métiers et de l'Entrepreneuriat" au lycée, avec la participation des professionnels, d'artisans, et de jeunes entrepreneurs locaux ;
- développer des partenariats avec des organisations professionnelles, des entrepreneurs, des associations locales et des institutions de formation pour soutenir les activités.

3. Résultats et changements attendus

- Changements au niveau des élèves : acquisition de compétences pratiques et entrepreneuriales, meilleure connaissance des options professionnelles, renforcement de la confiance en soi et de l'esprit d'initiative, amélioration de l'employabilité future ;
- changements au niveau du lycée : un programme parascolaire enrichi et structuré, une meilleure synergie entre l'enseignement académique et les activités pratiques, un lien renforcé avec la communauté locale et le monde professionnel ;
- changements au niveau des parties prenantes : une collaboration active entre le lycée, les parents, les professionnels et les autorités locales pour l'éducation et l'insertion des jeunes ;
- changements systémiques potentiels : le projet au Lycée de Nioko 1 pourrait servir de modèle pour d'autres établissements en milieu rural.

III. Approche

1. Méthodologie à adopter

Notre approche de plaidoyer sera basée sur la persuasion, la collaboration et la présentation d'arguments solides issus de notre analyse et de nos résultats de recherche. Les tactiques incluront :

- **des rencontres directes** : solliciter des rendez-vous avec la direction du lycée, les représentants des autorités éducatives locales (Inspection), la Mairie, une audience auprès du ministère concerné ;
- **des présentations formelles** : préparer et présenter le document de plaidoyer lors de ces rencontres, en utilisant des supports visuels clairs et percutants ;
- **une mobilisation** : organiser des sessions d'information et de sensibilisation pour les enseignants, les parents et les élèves afin de recueillir leur soutien et de démontrer l'intérêt de la communauté scolaire ;
- **une mise en avant des bénéfices** : articuler clairement comment le projet répond aux objectifs des différentes parties prenantes (l'amélioration des résultats des élèves pour le lycée, le développement local pour la Mairie, la responsabilité sociale pour les entreprises, etc.) ;

- des propositions de solutions concrètes : ne pas seulement présenter le problème, mais aussi proposer des pistes d'action réalistes et adaptées au contexte local, basées sur les solutions envisagées dans le protocole.

2. Autorités ciblées

- Le Ministère de l'Enseignement Secondaire et de la Formation Professionnelle et Technique ;
- l'Inspection de l'Enseignement Secondaire de Saaba ;
- la Direction du Lycée de Nioko 1 ;
- la Mairie de la commune rurale de Saaba.

En plus des Décideurs Institutionnels, il y a aussi les Acteurs Locaux :

- entrepreneurs et artisans locaux ;
- association de jeunes et de développement local à Saaba ;
- bailleurs de fonds potentiels : ONG internationales, programmes de développement, Entreprises privées engagées socialement.

3. Populations ciblées

- Les élèves du Lycée de Nioko 1 : (bénéficiaires directs et principaux) ;
- les enseignants et le personnel administratif du lycée : (bénéficiaires indirects par l'enrichissement de leur environnement de travail et des outils pédagogiques) ;
- les parents d'élèves : (bénéficiaires indirects par l'amélioration des perspectives d'avenir de leurs enfants) ;
- la communauté locale de Saaba : (bénéficiaire indirecte par le développement des compétences et la dynamisation économique potentielle).

IV. Recommandations actionnables

1. Messages clés du plaidoyer

- *Investir dans les compétences pratiques et l'entrepreneuriat au lycée, c'est investir dans l'avenir de la jeunesse ;*
- *Les activités parascolaires « métiers et entrepreneuriat » sont un investissement direct dans l'avenir économique de nos jeunes et de notre communauté ;*
- *En intégrant ces activités, nous réduisons le chômage des jeunes et encourageons la création de richesses locales ;*
- *Un jeune formé à un métier est un citoyen autonome et un acteur de développement ;*
- *La collaboration entre l'école, les entreprises et la communauté est la clé du succès de l'insertion professionnelle des jeunes.*

2. Recommandations pour les parties prenantes

À la Direction du Lycée de Nioko 1 :

- intégrer officiellement les activités parascolaires liées aux métiers et à l'entrepreneuriat comme priorité et désigner un point focal pour leur coordination ;
- allouer des espaces et des horaires dédiés pour assurer la régularité des ateliers sans perturber le programme académique.

Aux Autorités éducatives locales (Inspection) :

- fournir un soutien institutionnel pour faciliter l'intégration du programme dans le cadre réglementaire ;
- encourager le partage d'expériences avec d'autres établissements pour capitaliser sur les bonnes pratiques.

À la Mairie de la commune rurale de Saaba :

- reconnaître publiquement l'importance du projet pour le développement local afin de mobiliser les acteurs locaux ;

- faciliter la mise en relation du lycée avec les artisans et entrepreneurs locaux pour créer un réseau de partenaires.

Aux partenaires potentiels (Entreprises, Artisans, ONG, Associations) :

- participer aux ateliers et conférences pour offrir aux élèves une immersion dans le monde professionnel ;
- proposer du mentorat pour guider les projets entrepreneuriaux des élèves et envisager des dons matériels pour les activités pratiques.

Aux Parents d'élèves :

- encourager la participation de leurs enfants aux activités pour maximiser l'impact du programme ;
- partager leurs compétences ou réseaux professionnels pour enrichir l'offre d'activités et renforcer le lien école-famille-communauté.

Cependant, nous encourageons également la révision des curricula scolaires, la création de partenariats multi-acteurs, la mobilisation de financements, la formation du personnel éducatif et la sensibilisation des familles et des élèves par les différentes autorités éducatives.

Références Bibliographiques

Rapports

1. BAKOUAN Saïba, ROSSIER Jérôme, MOUMOUA Issa Abdou, *Entrepreneuriat au Burkina Faso : leur d'espoir pour une jeunesse de plus en plus ambitieuse*, Burkina Faso, 2020, 23 p ;
2. HENAIRE, Jean, *Guide d'activités parascolaires pour l'éducation préscolaire, le primaire et le secondaire*, Québec, Ministère de l'Education, 1987, 196 p.

Articles

1. AMRANI Omar, « De l'importance de former à l'entrepreneuriat au primaire et au collège en Afrique », *Humanities*, 2019, pp 1-13, - Disponible sur <https://www.academia.edu> , Consulté le 10 mars 2025.
2. DENAULT, Anne-Sophie, « Les activités parascolaires comme contexte de développement : une voie d'intervention prometteuse auprès des enfants et des adolescents en milieu scolaire », *Revue de psychoéducation*, vol 52, n°2, 2023, pp. 1-20, - Disponible sur <https://www.erudit.org> , Consulté le 05 mars 2025 ;
3. PEPIN Matthias, « L'entrepreneuriat en milieu scolaire : de quoi s'agit-il ? », *Education à l'entreprise*, 2011, pp 1-25 ; - Disponible sur <https://www.academia.edu> , Consulté le 10 mars 2025 ;

Conclusion

Au terme de ce rapport, il apparaît avec une acuité particulière que les défis auxquels sont confrontées les sociétés sahéliennes ne sauraient être appréhendés à travers des lectures sectorielles ou conjoncturelles. Les analyses empiriques réunies mettent en évidence l'existence de vulnérabilités structurelles profondément enracinées, produites par l'imbrication de facteurs économiques, sociaux, climatiques, institutionnels et normatifs, et se traduisant par des formes persistantes d'exclusion et de marginalisation. Qu'il s'agisse de l'accès à l'éducation, de la participation politique, de la justice, de la santé, de l'emploi ou des ressources productives, un même constat traverse l'ensemble des chapitres : l'écart demeure considérable entre les cadres normatifs de protection et leur effectivité réelle dans les trajectoires vécues des populations.

L'un des apports majeurs de ce rapport réside dans sa capacité à déplacer le regard analytique vers les marges, en prenant pour point de départ les expériences sociales ordinaires des groupes les plus exposés (femmes rurales, jeunes, personnes déplacées internes, mineurs en conflit avec la loi, exploitants agricoles). Loin de figer ces acteurs dans une posture de victimisation, les études présentées révèlent au contraire des pratiques de résilience, d'adaptation et d'innovation sociale qui témoignent d'une agency souvent sous-estimée dans les discours dominants sur le Sahel. Ces dynamiques endogènes constituent autant de ressources politiques et sociales qui, si elles étaient reconnues et institutionnalisées, pourraient contribuer à une reconfiguration plus inclusive et plus durable de l'action publique.

Par ailleurs, le rapport met en lumière les limites des politiques publiques actuelles, marquées par une fragmentation des interventions, une faible territorialisation des dispositifs et une insuffisante prise en compte des rapports de pouvoir locaux, notamment en matière de genre et de génération. L'analyse transversale des cas étudiés montre que l'efficacité des politiques de développement, de paix et de cohésion sociale dépend moins de la multiplication des programmes que de leur capacité à s'inscrire dans des logiques de co-construction avec les communautés concernées, fondées sur des diagnostics contextualisés et sur l'intégration des savoirs locaux.

Dans cette perspective, l'investissement dans la recherche menée par les jeunes apparaît comme un enjeu stratégique central. En tant que producteurs de connaissances situées, les jeunes chercheurs occupent une position singulière à l'interface entre les mondes académique, institutionnel et communautaire. Leur

implication permet non seulement d'enrichir la compréhension des réalités sahéniennes, mais également de renforcer la pertinence et la légitimité des recommandations formulées à destination des décideurs publics et des partenaires techniques et financiers. Soutenir ces dynamiques de recherche revient ainsi à consolider les fondements cognitifs d'une gouvernance plus réflexive et plus sensible aux contextes.

En fin, ce rapport invite à repenser les cadres d'analyse et d'intervention au Sahel à partir d'une double exigence : celle de la rigueur scientifique et celle de la responsabilité sociale de la recherche. Il plaide pour une approche intégrée des politiques publiques, attentive aux interactions entre vulnérabilités, capacités locales et structures de pouvoir, et fondée sur une reconnaissance accrue du rôle des jeunes chercheurs dans la fabrique des savoirs et des politiques. À ce titre, il ne se présente pas uniquement comme un document de diagnostic, mais comme un appel à une transformation durable des modes de production de la connaissance et de l'action collective dans les États du Sahel.

Annexes

1. Plans d'action de plaidoyer de l'axe « Vulnérabilités structurelles et mécanismes d'exclusion »

Plan d'action thématique : Précarité menstruelle des filles et femmes déplacées internes (PDI) du site de Paazani à Ouagadougou

Résultats	Objectifs	Cibles	Activités	Indicateurs	Période	Responsable
Amélioration de l'hygiène menstruelle des filles et femmes PDI	Renforcer l'accès aux produits menstruels et aux infrastructures durables et adéquates	Ministère de la Santé, Ministère de l'action humanitaire et de la solidarité nationale, ONG, leaders communautaires, bénéficiaires	Campagnes de sensibilisation, formation des jeunes filles et des femmes à la confection des kits hygiéniques réutilisables ; distribution régulière de kits	Nombre de filles et femmes formées, amélioration de la fréquentation scolaire, nombres de kits distribués	2 MOIS	Jeunes chercheurs, partenaires locaux et internationaux

Plan d'action thématique : La réinsertion sociale des mineurs en conflits avec la loi de 13 ans à 18 ans au Mali : cas de Bollé Mineurs et Bollé Femme

Résultats	Objectifs	Cibles	Activités	Indicateurs	Période	Responsable
Création d'un mécanisme national de réinsertion post-carcérale.	Sensibiliser et mobiliser les autorités nationales	Ministère de la justice, Assemblée nationale	Présentation du plaidoyer – Organisation de rencontres officielles	Nombres de rencontres réalisées- Engagement écrit ou verbal des autorités	6 Mois	Etat, Sékou Birama TRAORE
Intégration de la politique de réinsertion dans le programme de développement, économique et social.	Encourager les mairies à créer des relais communautaires	Mairies des communes de Bamako	Forum avec les mairies.	Nombres de mairies mobilisées-	6 Mois	Mairies; Jeune chercheur ; Sékou Birama TRAORE
Mise en place des groupes de médiation familiale et communautaire	Sensibilisation de la famille et de la communauté afin de faciliter le retour et l'intégration des jeunes	Les familles et les quartiers de Bamako	Rencontre avec les familles et les jeunes du quartier, organisation des journées portes ouvertes	Nombres de rencontres	4 Mois	Jeune chercheur ; Sékou Birama TRAORE
Création des projets d'envergures de réinsertion	Implication de la société civile	ONG, Association	Rencontres	Nombres de rencontres	6 Mois	Responsables ONG et Associations ; Sékou Birama TRAORE
Créations des alternatives de détention	Éviter la détention des jeunes	Ministère de la justice, Administration pénitentiaire	Travaux d'intérêts publics	Nombre de jeunes	5 Mois	Centre de Bollé Mineur et Bollé Femme ; Sékou Birama TRAORE

Annexe 2 : Plans d'action de plaidoyer de l'axe « Genre et participation politique »

Plan d'action thématique : La faible participation politique des femmes rurales malinkés au processus électoral : cas de Kita

Résultats	Objectifs	Cibles	Activités	Indicateurs	Période	Responsable
La représentativité des femmes a augmentés	Identifier et faire connaître les obstacles socio-culturels, économiques et institutionnels qui freinent l'engagement politique des femmes malinkés vivant en milieu rural.	Autorités locales, ONG, Femmes, Partis politiques	Collecte de données	Nombre de personne interviewé	1 Mois	Maimouna TRAORÉ
La visibilité des préoccupations rurales des femmes sont améliorer	Sensibiliser les communautés malinkés, en particulier les leaders traditionnels, religieux et politiques, sur l'importance de l'inclusion des femmes dans les instances de gouvernance.	Autorités locales, ONG, Femmes, Partis politiques	Formation & Sensibilisation	Nombre de personnes sensibiliser	1 Mois	Maimouna TRAORÉ
Les besoins spécifiques des femmes rurales ont été intégrées	Renforcer les capacités des femmes rurales malinkés en matière de leadership, d'expression citoyenne, et de participation aux processus électoraux.	ONG, Femmes, Partis politiques	Formation & Sensibilisation	Nombre de personnes formées et sensibiliser	1 Mois	Maimouna TRAORÉ
Les capacités et l'autonomie des femmes ont été renforcés	Influencer les politiques publiques et les lois électorales pour intégrer des mesures concrètes (quotas, formations, financement) favorisant la représentativité des femmes rurales malinkés.	Autorités locales, ONG, Femmes, Partis politiques	Formation & Sensibilisation	Nombre de personnes formées et sensibiliser	1 Mois	Maimouna TRAORÉ
La mobilisation communautaire est accrue	Mobiliser les partenaires (ONG, institutions, partis politiques, médias) pour soutenir des actions en faveur de la participation politique des femmes issues des zones rurales malinkés.	Autorités locales, ONG, Femmes, Partis politiques	Sensibilisation	Nombre de personnes sensibiliser	1 Mois	Maimouna TRAORÉ
Les normes sociales locales ont été transformées	Créer des espaces de dialogue et de concertation entre femmes rurales malinkés et acteurs politiques pour favoriser leur implication dans la prise de décisions.	Autorités locales, ONG, Femmes, Partis politiques	Sensibilisation	Nombre de personnes sensibiliser	1 Mois	Maimouna TRAORÉ

Plan d'action thématique : Les défis et perspectives de la scolarisation des filles dans l'enseignement fondamental et secondaire en milieu rural au Mali : Analyse des obstacles structurels et des stratégies d'amélioration.

Résultats	Objectifs	Cibles	Activités	Indicateurs	Période	Responsable
Les parents prennent conscience de l'importance de l'éducation des filles	Sensibiliser les familles sur l'intérêt de maintenir les filles à l'école	Parents, tuteurs, leaders communautaires	Organiser 2 séances de sensibilisation communautaire avec les parents (causeries, débats)	Nombre de parents participants, feedback recueilli	Un mois	Aichata CISSE et relais communautaires
Les autorités locales s'engagent à appuyer la scolarisation des filles	Obtenir des engagements verbaux et écrits des autorités	Mairie, direction scolaire, chefs de village	Tenir 1 réunion avec des autorités locales	Nombre d'engagements exprimés ou notés	Une semaine	Aichata CISSE
Réduire l'abandon scolaire dû aux tâches domestiques et mariages précoces	Instaurer un système de veille communautaire et scolaire	Associations de femmes, enseignants, élèves, chefs religieux	Mettre en place et former des comités de protection des filles en milieu scolaire	Comités formés et opérationnels	Un mois	Aichata CISSE et communauté

Annexe 3 : Plans d'action de plaidoyer de l'axe « Jeunesse, numérique et transformations sociopolitiques »

Plan d'action thématique : « L'inclusion numérique des jeunes à Niamey : enjeux, perceptions et perspectives de formation »

Résultats	Objectifs	Cibles	Activités	Indicateurs	Période	Responsable
Les jeunes développent des compétences de base en TIC	Former aux compétences numériques essentielles	Jeunes filles et garçons de 15-25 ans	Ateliers pratiques sur bureautique, navigation sécurisée, création de contenu	60 jeunes ayant acquis les compétences de base	1 mois	Malika TAMPONE ISSA - Formateurs spécialisés
Les jeunes sont sensibilisés à l'entrepreneuriat numérique	Encourager la création d'initiatives numériques	Jeunes formés, mentors locaux	Sessions sur création de micro-entreprises numériques, étude de cas locaux Pour 10 jeunes de 20 à 25 ans	Nombre de projets numériques lancés par les jeunes	14 Jours	Malika TAMPONE ISSA - Formateurs spécialisés et Experts en entrepreneuriat-
Les jeunes utilisent les TIC pour sensibiliser sur des enjeux sociaux	Promouvoir la prise de parole numérique citoyenne	Jeunes participants aux formations	Formation sur création de contenus de sensibilisation (vidéos, posts) Pour 10 jeunes de 20 à 25 ans.	Nombre de contenus produits et diffusés	1 mois	Malika TAMPONE ISSA - Formateurs spécialisés et influenceurs locaux-
Un réseau de soutien local est mis en place.	Créer un environnement d'apprentissage collaboratif.	Parents, éducateurs, mentors.	Réunions d'information, mise en place d'un système de mentorat.	Nombre de parents/ éducateurs impliqués, taux d'encadrement.	1 mois	Malika TAMPONE ISSA -ATIC_ DIGITALE, associations locales-
Les capacités de gestion de projets numériques des jeunes sont renforcées	Former à la gestion de projets TIC	Jeunes ayant suivi les premiers modules	Formation sur planification, suivi et présentation de projets numériques	10 jeunes capables de réaliser un mini-projet numérique	1 mois	Malika TAMPONE ISSA - Formateurs spécialisés -
Les capacités de gestion de projets numériques des jeunes sont renforcées	Former à la gestion de projets TIC	Jeunes ayant suivi les premiers modules	Formation sur planification, suivi et présentation de projets numériques	10 jeunes capables de réaliser un mini-projet numérique	1 mois	Malika TAMPONE ISSA - Formateurs spécialisés -

Plan d'action thématique : Le numérique comme levier de la jeunesse de Dedougou pour la consolidation de la paix

Résultats	Objectifs	Cibles	Activités	Indicateurs	Période	Responsable
1. Sensibilisation et formation initiale	Former les jeunes aux concepts numériques, plaidoyer et paix	Jeunes 15-35 ans, leaders locaux	- Ateliers théoriques sur numérique, plaidoyer et cohésion sociale- Distribution de supports pédagogiques numériques	Nombre de jeunes formés; Qualité des supports	Mois 1	Équipe formation locale
2. Renforcement des capacités pratiques	Permettre aux jeunes d'appliquer les outils numériques pour la paix	Jeunes formés, animateurs communautaires	- Ateliers pratiques d'utilisation des réseaux sociaux pour le plaidoyer- Création de mini-campagnes numériques locales	Nombre d'ateliers; Plans d'action créés	Mois 1 - Mois 2	Formateurs / Coach numériques
3. Mobilisation et engagement communautaire	Activer la mobilisation de la jeunesse et communautés autour du plaidoyer	Jeunes, associations, autorités locales	-Organisation d'événements de plaidoyer digital et physique; Lancement de campagnes sur réseaux sociaux et médias locaux	Nombre d'événements; Taux de participation	Mois 2 - Mois 3	Chargé communication / Animateurs locaux
4. Création et lancement de clubs de plaidoyer	Institutionnaliser les clubs jeunesse pour pérenniser l'engagement	Jeunes leaders, établissements scolaires	- Formation de clubs de plaidoyer numérique- Animation des premières sessions et échanges inter-clubs	Nombre de clubs créés; Participation régulière	Mois 3 - Mois 4	Coordinateur projet / Responsables clubs
5. Suivi-évaluation et ajustement	Mesurer l'impact et ajuster les stratégies	Tous acteurs impliqués	- Collecte de données, enquêtes d'impact- Réunions de suivi, rapports d'évaluation- Ajustement des actions en fonction des retours	Rapports produits; Actions correctives mises en place	Mois 4 - Mois 5	Équipe suivi-évaluation

Annexe 4 : Plan d'action de plaidoyer de l'axe « Environnement et développement durable en milieu urbain au sahéel »

Plan d'action thématique : Résilience des exploitants agricoles aux effets du changement climatique au Mali : cas des cotonculteurs de la zone de production agricole de Dioïla

Résultats	Objectifs	Cibles	Activités	Indicateurs	Période	Responsable
Élaboration et mise en œuvre des politiques agricoles durables	Vulgariser et améliorer les pratiques agricoles durables	Exploitants agricoles	Faire des sessions de formations sur les pratiques agricoles durables	Taux des exploitants illettrés ou en manque de formations (65,5%)	Chaque année 3 mois	Direction Régionale de Dioïla et la CMDT
Représentation des intérêts des producteurs auprès des décideurs	Faire des plaidoyers collectifs avec les exploitants auprès des autorités compétentes	Institutions de Gestion de l'Agriculture et services agricoles	Organiser des journées d'information sur les problèmes de résilience exploitants dans les services et institutions agricoles	Pourcentage du soutien et ressources perçues par les producteurs de la part des autorités du secteur agricoles (50 %)	6 mois	Coopératives de producteurs de coton ou d'exploitants agricoles
Gestion des ressources naturelles et protection de l'environnement	Protéger ,améliorer et entretenir les ressources naturelles	Les aires de culture du coton et les espaces soumis aux effets du changement climatique	Organiser des journées de reboisement ,construire des systèmes lutte des contre l'érosion hydrique	Taux d'observation des effets du changement climatiques par les exploitants agricoles (100 %)	3 mois	Coopératives des exploitants agricoles ou les ONG de lutte contre le changement climatique

Plan d'action thématique : Insertion des activités parascolaires liées aux métiers et à l'entrepreneuriat dans un lycée public de la commune rurale de Saaba : cas du lycée de Nioko 1

Résultats	Objectifs	Cibles	Activités	Indicateurs	Période	Responsable
Renforcement des sensibilisations au Lycée	Sensibiliser la communauté	Les élèves, parents d'élèves	Campagne de sensibilisation, conférence, Réunion	Nombre de campagnes, Nombre de personnes touchées, taux de participation s aux réunions	1 mois	Mairie de Saaba, Association ou ONG
	Renforcement de capacités	Personnel administratif, enseignants	Formation à l'initiation de l'esprit entrepreneurial	Taux de participation	1 mois	Mairie de Saaba
L'importance de l'apprentissage des activités est connue	promotion de l'entrepreneuriat et des métiers	Communauté, parents des élèves	Diffusion des messages clés sur l'entrepreneuriat et les métiers.	Personnes touchées	1 mois	Equipe de plaidoirie
	Créer un réseau	Les élèves, structure d'accompagnement	Discussions, ateliers	Taux de participation	1 mois	Equipe de plaidoirie
Mobilisation de ressources humaines, matérielles et financières	Créer des liens, des collaborations	Autorités institutionnelles, Partenaires, Structures, ONG, Association, ...	Audiences, Sessions de présentation	Type de partenariat	2 mois	Equipe de plaidoirie
Insertion des activités concrètes au sein du lycée	Favoriser l'intégration d'activités parascolaires axées sur les métiers et sur l'entrepreneuriat	Les décisions institutionnelles	Panels, Cérémonie de lancement, etc...	Types d'activités	2 mois	Autorités

